

PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION

EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ

> OPERATION DE COORDINATION SPS NIV 1 <

PGC

RESTAURANT LA LIGURIENNE - TOULON

Base navale de Toulon

83000 TOULON



DEKRA Industrial
Bâtiment Les Pléiades
417, Route de La Farlède
83130 LA GARDE

Tél. 04.72.78.44.58

Affaire n° : 5414115A

Coordonnateurs SPS

Conception : SEBASTIEN TOURNASSAT
Réalisation : SEBASTIEN TOURNASSAT

Modifications et évolutions

Date	Indice	Modifications apportées
10/12/2025	A	Version initiale
12/12/2025	B	MAJ des lots
15/12/2025	C	mise à jour mail maître d'ouvrage délégué
19/01/2026	D	mise à jour des lots

Document établi conformément aux dispositions de la loi « Chantiers temporaires ou mobiles » n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et ses décrets d'application.

Sommaire

Préambule.....	6
Renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier et notamment ceux complétant la déclaration préalable.....	7
Présentation du projet	7
• Situation géographique	7
• Description synthétique de l'environnement	7
• Phasage des travaux et calendrier prévisionnel.....	7
Intervenants concernés par l'opération	7
• Maître d'ouvrage, maître d'œuvre, coordonnateur SPS,	7
• Organismes institutionnels de la prévention	9
• Liste des lots et entreprises désignées par le maître d'ouvrage	9
Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur SPS.....	10
Description de l'environnement et des servitudes.....	10
• Par rapport aux bâtiments, constructions, ouvrages voisins	10
• <i>Les travaux se situent sur une parcelle à proximité des bâtiments de NAVAL GROUP de la caserne des marins-pompiers et de l'entrée de la base navale. Circulation routière importante. Le restaurant actuel La Ligurienne est en exploitation avec des piques d'affluences en fin de matinée. Les bâtiments de Naval Group sont en exploitation et bassin militaire en situation opérationnel.....</i>	10
• Par rapport aux piétons	10
• Par rapport aux établissements en activité	10
• Par rapport aux interdictions de survol	10
• Par rapport aux transports (terrestre, maritime ou aérien)	10
• Par rapport au terrain (la terre, l'eau.....)	11
• Par rapport à la nature du sol	11
Description de l'ouvrage à bâtir.....	11
Présence des matériaux ou matériels à risques particuliers.....	11
• Amiante.....	11
• Plomb.....	11
• Transformateurs.....	11
• Eléments radioactifs.....	11
• Installations aéro-réfrigérées	11
• Matériaux contaminés	11
• Diagnostic avant démolition.....	12
Accès au chantier	12
• Véhicules et personnel	12
• Points particuliers.....	12
• Fléchage - Signalétique d'accès.....	12
• Affichage.....	13
• Dispositions pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier.....	13
• Constat d'huissier.....	13
• Equipements de Protection Individuelle (E.P.I.).....	13
Utilisation de moyens communs pendant toute la durée du chantier	14



• Infrastructures de chantier.....	14
• Moyens de logistique et de mécanisation du transport vertical des personnes et des charges	14
• Protections collectives.....	14
Voirie et réseaux divers préalables aux travaux	14
Installations de chantier.....	14
• Plan d'installation de chantier.....	14
• Recherche des zones d'installation du cantonnement	15
• Travaux préparatoires à l'installation de chantier :.....	15
• Clôtures	15
• Stockage des Terres	16
• Affectation des installations de chantier.....	16
• Dimensionnement du cantonnement.....	16
• Protection contre l'incendie des locaux réservés au personnel.....	18
• Secours.....	18
• Nettoyage et entretien du cantonnement.....	18
Autorisations administratives et démarches diverses	18
Mesures de coordination prises par le coordonnateur en matière de sécurité et les sujétions qui en découlent	20
Voies ou zones de déplacement ou de circulation horizontales et verticales.....	20
• Généralités.....	20
• Circulations des piétons	20
• Circulations horizontales et verticales.....	20
Conditions de manutention des matériaux et matériels, utilisation des engins de levage.....	21
• Généralités.....	21
• Grues à tour : à montage par éléments (GME) et à montage automatisé (GMA).....	21
• Grues mobiles :.....	21
• Grues auxiliaires de chargement de véhicules :.....	21
• Vérification des appareils et des accessoires de levage.....	22
• Autorisation de conduite.....	22
• Limitation du recours aux manutentions manuelles	22
• Manutentions mécaniques à partir d'un engin de terrassement	23
Approvisionnements, délimitation et aménagement des zones de stockage et d'entreposage des matériaux.....	23
• Approvisionnements.....	23
• Magasins	26
Travaux de désamiantage.....	27
Travaux de traitement du plomb.....	28
Conditions de stockage, d'élimination, d'évacuation des déchets et décombres	31
• Evacuation des déchets	31
Conditions d'enlèvement des matériaux dangereux	32
• Matières et substances dangereuses	32
• Déchets, décombres, gravats présentant un risque particulier.....	32
Protections collectives	33
Travail en hauteur	33
Installation électrique de chantier	34
Mesures prises en matière d'interactions sur le site	35
Prévention des risques liés aux maladies professionnelles.....	38



Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier	42
Respect des contraintes du site	42
• Horaires de chantier imposés	42
• Horaires et contraintes de livraisons	42
Site en exploitation	42
• Risque incendie	42
• Evacuation des personnes en cas d'incendie	42
Exploitations et chantiers limitrophes ouverts ou prévus	42
Mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant	43
Nettoyage du chantier	43
• Règles générales de nettoyage du chantier	43
Démarche environnementale, tri des déchets	43
• Objectifs	43
Renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des personnels ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière	45
Organisation des secours	45
Sauveteurs Secouristes du Travail (SST)	45
Infirmier	46
Dispositions en cas de travail isolé	46
Risque incendie	46
Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs, ou travailleurs indépendants	47
Entreprises désignées par le maître d'ouvrage	47
Visite d'inspection commune	47
Etablissement d'un PPSPS	48
Diffusion des PPSPS	48
Observations du coordonnateur SPS	49
Harmonisation des PPSPS et leur mise à jour	49
Mise à jour du PGC	49
Sous-traitant	49
Travailleurs Indépendants	50
Travail dissimulé	50
Prêt de main d'oeuvre	50
Recensement des accidents du travail	50
Collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (CISSCT)	51
Annexe(s)	52
• - Annexe 1 : Liste des lots, entreprises désignées par le maître de l'ouvrage	52
• - Annexe 2 : Règlement CISSCT	52
• - Annexe 3 : Projet de DHOL	52
• - Annexe 4 : Liste des personnels	52
• - Annexe 5 : Eléments pour établissement des consignes	52
• - Annexe 6 : Consignes aux grutiers	52
• - Annexe 7 : Trame PPSPS	52



Article 1 : Constitution et durée	57
Article 2 : Missions	57
Article 3 : Responsabilités	57
Article 4 : Composition.....	57
• Le collège comprend :.....	57
Article 5 : Fonctionnement du Collège	57
• Attributions du président.....	58
• Réunions du collège.....	58
• Convocations aux réunions	58
• Adoption des décisions	58
Article 6 : Procédures propres à assurer le respect des règles communes relatives à la sécurité, à la santé et aux conditions de travail	58
Article 7 : Conditions de la vérification de l'application des mesures prises par le coordonnateur SPS ou par le collège	59
Article 8 : Procédure de règlement de difficulté.....	59



Préambule

« Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGC) est un document qui définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de **l'interférence des activités** des différents intervenants sur le chantier, ou la **succession de leurs activités** lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises »

Le PGC est établi par le coordonnateur SPS de l'opération désigné par le maître d'ouvrage, il constitue une pièce du DCE et est d'application à toutes les entreprises y compris sous-traitants et travailleurs indépendants. Il permet aux entreprises d'avoir connaissance de l'ensemble des mesures pour résoudre les problèmes liés aux interférences des activités qui concernent le chantier.

A partir du PGC, et après avoir réalisé préalablement une visite d'inspection commune avec le coordonnateur SPS, les entreprises établissent leur plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS).

Le PGC est complété et adapté en fonction de l'évolution de l'opération, de la durée effective des travaux, des contraintes successives liées à l'environnement du chantier et au déroulement d'opérations mitoyennes. Toute modification apportée à ce document sera portée à la connaissance des entreprises.

Un exemplaire du PGC à jour est tenu sur le chantier à disposition :

- des médecins du travail ;
- des membres des CHSCT, ou à défaut des délégués du personnel des entreprises qui interviennent sur le chantier ;
- des membres du CISSCT (opérations de 1^{ère} catégorie) ;
- de l'Inspection du Travail, de la CARSAT/CRAM et de l'OPPBTB.

Le PGC est conservé par le maître d'ouvrage pendant une durée de 5 années à compter de la date de réception de l'ouvrage.

Moyens et autorité du coordonnateur SPS donnés par le maître d'ouvrage

Afin que soient mises en œuvre les mesures utiles à la prévention des risques, le maître d'ouvrage autorise le coordonnateur SPS à communiquer directement au maître d'œuvre et à tout autre intervenant sur le chantier ses observations ou notifications.

Dans ses interventions le coordonnateur SPS ne se substitue pas aux entreprises en ce qui concerne l'exécution des mesures de sécurité qui leur incombent.

Lorsque dans le cadre de sa mission, le coordonnateur SPS détecte un danger grave et imminent menaçant directement la sécurité des travailleurs, il est autorisé à demander aux intervenants de prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger et notamment d'arrêter tout ou partie du chantier. La notification des demandes est consignée sur le registre journal de la coordination SPS. Les reprises du chantier, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS et du maître d'œuvre, sont également consignées dans le registre journal de la coordination SPS.

Les entreprises (titulaires et sous-traitants) n'ayant pas effectué une visite d'inspection commune et n'ayant pas remis leur plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS), ne seront pas autorisées à intervenir sur le chantier. Suivant les cas, le coordonnateur SPS avisera, le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage afin qu'ils prennent les dispositions nécessaires.

« L'intervention du coordonnateur ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des dispositions du présent code, à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil » (article L. 4532-6 du code du travail).



Renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier et notamment ceux complétant la déclaration préalable

PRESENTATION DU PROJET

Construction d'un nouveau restaurant militaire dénommé LA LIGURIENNE dépollution et démolition dans un second temps de l'ancienne structure.

Situation géographique

L'opération se situe au sein de la base navale de Toulon en face de la porte Castigneau à côté de la caserne des mrind-pompiers

Description synthétique de l'environnement

Présence de nombreux réseaux secs et humides enterrés qui vont nécessiter une première phase de travaux pour leur dévoiement, ainsi que la mise en place de modifications de circulation à l'approche de la zone de chantier

Phasage des travaux et calendrier prévisionnel

Les travaux se dérouleront dans un délai global de 37 mois avec une période de préparation de 1 mois comprise dans ce délai.

Le début prévisionnel des travaux sera fixé par la maîtrise d'ouvrage début 2026

Le chantier sera découpé en quatre phases

- 1^{ère} phase de travaux dévoiement des réseaux préparatoire
- 2nd phase travaux de construction du restaurant
- 3^{ème} phase travaux en interaction avec le restaurant actuel
- 4^{ème} phase démolition de l'ancien restaurant

INTERVENANTS CONCERNES PAR L'OPERATION

Maître d'ouvrage, maître d'œuvre, coordonnateur SPS, ...

Intervenants	Représentant	Téléphone Fax Email
--------------	--------------	---------------------------



Intervenants	Représentant	Téléphone Fax Email
--------------	--------------	---------------------------

Maître d'ouvrage

ESID de TOULON BCRM TOULON BP 71 83800 TOULON CEDEX 9	Colonel Philippe CHAZELLE	04 22 42 41 90 04 94 02 46 97 philippe.chazelle@intradef.gouv.fr
	M; Jacques PERROT	04 22 42 08 27 04 94 02 46 97 jacques.perrot@intradef.gouv.fr
	M. FAUX	04 22 42 41 90 04 94 02 46 97 stephane1.faux@intradef.gouv.fr

Maître d'ouvrage délégué

VAR AMENAGEMENT DEVELOPPEMENT SAEM VAD Residence L Albatros 109 Avenue D Entrecasteaux 83000 TOULON	M Serge GAFFUEL	+33 4 94 03 95 95 +33 4 94 03 95 75 s.gaffuel@vad83.eu
	MME Isabelle POLLET	+33 4 94 03 95 95 +33 4 94 03 95 75 i.pollet@vad83.eu

Maître d'oeuvre

HUITETDEMI 21 PLACE A. LABADIE 13001 MARSEILLE	M. MOSE	d.mose@huitetdemi.fr
	M. MENDION	a.mendion@huitetdemi.fr

Maître d'oeuvre

PA GATIER 30 RUE GUYEMER 75006 PARIS		contact@gatier.org
--	--	--------------------

BET TCE

SP2I 90 Rue Stanislas Torrents 13001 MARSEILLE		04 91 13 81 80
--	--	----------------

BET CUISINE

ECCI CUISINE 31 RUE PAUL PREBOIST 13013 MARSEILLE		bet@ecce-cuisine.fr
---	--	---------------------

BET ACOUSTIQUE

A2MS 8, cours Barthélémy 13420 GEMENOS		04 42 32 29 72 04 91 37 63 54 contacts@a2ms.info
--	--	--

ECONOMISTE

Cabinet ASSELIN 30, rue Jubé de la Pérelle 91410 DOURDAN		contact@asselin-economistes.fr
--	--	--------------------------------

BET GEOTECHNIQUE

VINIRE S2E - GEOTECHNIQUE SAS 1ere Avenue 06510 CARROS	MME Isabelle COLLOMBAT	i.collombat@geotechnique-sas.com
--	------------------------	----------------------------------

BET STRUCTURE

ERGON 168 / 170 RUE SAINT DENIS 75002 PARIS		09 79 09 79 37 contact@atelier-ergon.fr
---	--	--



Intervenants	Représentant	Téléphone Fax Email
Bureau de contrôle		
ALPES CONTROLES ZI La Millonne II 67, rue d'Ollioules 83140 SIX FOURS LES PLAGES	M. DELAUNAY	04 94 46 37 83 04 94 63 50 85 edelaunay@alpes-controles.fr
Coordonnateur SPS		
DEKRA Industrial ACT CSPS COTE D'AZUR Bâtiment Les Pléiades 417, Route de La Farlède 83130 LA GARDE	<u>Titulaire :</u> C : SEBASTIEN TOURNASSAT R : SEBASTIEN TOURNASSAT <u>Suppléant :</u> C : JEAN YVES FRANCOIS R : JEAN YVES FRANCOIS	04.72.78.44.58 sebastien.tournassat@dekra.com

Organismes institutionnels de la prévention

Intervenants	Représentant	Téléphone Fax Email
Contrôle Général des Armées / Inspection Générale du Travail dans les armées		
Antenne de Toulon BP942 83800 TOULON CEDEX 09	M le commandant BLACHE Nicolas	04 84 02 48 20 04 94 02 08 30 nicolas.blache@intradef.gouv.fr
CARSAT SUD EST		
Rue Emile Ollivier 83000 TOULON	Mr Loic VIEIL	04 94 46 86 54 04 94 46 89 63 loic.vieil@carsat-sudest.fr
OPPBTP PACA - Comité régional		
10 Place de la Joliette ATRIUM 10.6 13002 MARSEILLE	OPPBTP - Comité régional	04 91 71 48 48 04 91 22 66 64 marseille@oppbtp.fr

Liste des lots et entreprises désignées par le maître d'ouvrage

Voir en annexe 1 du présent PGC la liste des lots et lorsqu'elles sont connues la liste des entreprises désignées par le maître de l'ouvrage.



Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur SPS

DESCRIPTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DES SERVITUDES

Par rapport aux bâtiments, constructions, ouvrages voisins

Les travaux se situent sur une parcelle à proximité des bâtiments de NAVAL GROUP de la caserne des marins-pompiers et de l'entrée de la base navale. Circulation routière importante. Le restaurant actuel La Ligurienne est en exploitation avec des piques d'affluences en fin de matinée. Les bâtiments de Naval Group sont en exploitation et bassin militaire en situation opérationnel

Par rapport aux piétons

Mise en place de déviations piétonne aux abords de la zone de chantier tant éviter la zone de chantier que pour ce rendre au restaurant La Ligurienne. Une information devra être mise en place par l'entreprise titulaire du lot installation de chantier bien en amont de cette mise en place.

Par rapport aux établissements en activité

Les travaux se déroulant à proximité d'établissement en activité pendant la période de travaux une concertation devra être menée auprès des différents chefs d'établissement afin de leur présenter le phasage de l'opération et les mesures mises en place pour assurer la sécurité des personnels intervenant sur les établissement en périphérie.

Par rapport aux interdictions de survol

Interdiction absolue de survol par tout type d'appareil de levage des zones publiques situées en dehors de l'emprise chantier.

Par rapport aux transports (terrestre, maritime ou aérien)

Le phasage des travaux prévoit lors des premières phase des modifications de circulation ou de sens de circulation afin de réaliser les travaux sur les réseaux nécessaires à la construction du restaurant

Par rapport aux réseaux à conserver, à dévier

Les réseaux de la base navale ne figurent pas sur les DICT géolocalisation obligatoire

L'entreprise se doit d'être en possession des plans de récolement des réseaux enterrés existants.

Une concertation avec les concessionnaires est impérative pour une prise de connaissance des ouvrages déjà en place.

Pour toutes incertitudes sur la présence exacte de réseaux électriques enterrés et/ou canalisation gaz, l'entreprise concernée par les travaux d'infrastructures, devra adapter son mode opératoire pour que le personnel exécutant soit toujours protégé du risque électrique et explosion gaz.

Prévoir l'exécution de sondage de repérage de réseau si nécessaire.

Toutes les démarches administratives doivent être faites au préalable :

- repérage physique sur site avec le gestionnaire du réseau
- marquage au sol précis et normé (type de réseau, domaine de tension etc...)
- Rédaction du PPSPS / mode opératoire
- Visite d'inspection commune avec le CSPS

Il est impératif que durant toute la durée des travaux, le personnel chantier soit encadré et sensibilisé au risque électrique et gaz.

L'entreprise devra informer le CSPS dès lors qu'elle a un doute sur :

- le mode opératoire à mettre en œuvre,
- e positionnement exact des réseaux existants,
- un manque d'information des installations existantes,



Une réunion spécifique sera alors organisée en place, avec les acteurs concernés.

L'entreprise a le devoir de faire remonter toutes informations en cas d'incertitude.

Pour tous travaux à proximité d'installation sous tension, le personnel de l'entreprise doit être habilité conformément à la norme NFC 18510. Tout exécutant doit avoir son titre d'habilitation sur lui en permanence.

Une copie des titres d'habilitation des différents intervenants sera obligatoirement transmise au responsable des services techniques.

De même chaque personnel opérateur travaillant à proximité des réseaux existant doivent être titulaire de l'attestation AIPR (obligatoire depuis le 1^{er} janvier 2018).



Par rapport au terrain (la terre, l'eau...)

Le démarrage des travaux ne pourra s'effectuer qu'après le nettoyage du terrain, et mise en place des clôtures de chantier en limite du terrain.

Par rapport à la nature du sol

Il y a lieu de consulter le rapport géotechnique afin de vérifier la nature du sol et la présence éventuelle d'eau.

DESCRIPTION DE L'OUVRAGE A BATIR

Construction d'un bâtiment de restauration tout corps d'état appelé LA LIGURIENNE
Dépollution et déconstruction du bâtiment restaurant existant

PRESENCE DES MATERIAUX OU MATERIELS A RISQUES PARTICULIERS

Amiante

- **Le pré-rapport avant démolition du 28/02/2025 fait apparaître des matériaux contenant de l'amiante principalement de la colle sur le bâtiment à démolir.**

Plomb

- **Le diagnostic plomb avant démolition N° 162171VADP du 28/02/2025 met en évidence des zones avec des concentrations en plomb supérieur à la norme avec une concentration maximum de 2.54 mg / cm²**

Transformateurs

- **Sans objet**

Eléments radioactifs

- **Sans objet**

Installations aéro-réfrigérées

- **Sans objet**

- Présence d'une tour aéroréfrigérante dans la zone des travaux, le carnet de suivi de l'installation avec les contrôles périodiques par un organisme agréé sera transmis par le maître de l'ouvrage.

- Il n'a pas fait état par le maître de l'ouvrage de présence d'installations aéro- réfrigérées sur le site des travaux.

Matériaux contaminés

- **Sans objet**

Diagnostic avant démolition

- Depuis le 1^{er} juillet 2012, un diagnostic sur la gestion des déchets issus de la démolition est à établir par le maître de l'ouvrage avec l'évaluation des filières de recyclage, conformément au décret n° 2011-610 du 31 mai 2011.

ACCES AU CHANTIER

Véhicules et personnel

L'accès au chantier se fera par les entrées de la base navale

L'ensemble des véhicules empruntera cet accès.

Pour rentrer les entreprises devront en amont de leur intervention remplir les formalités suivantes auprès du bureau d'accueil de Naval Group situé porte MALBOUSQUET :

Pièces à fournir pour les personnels

- La fiche de contrôle élémentaire
- La déclaration individuelle de responsabilité
- La photocopie des pièces d'identité valide
- La photocopie de la carte vitale
- Un extrait de KBIS moins de 3 mois
- Une attestation de l'employeur ou déclaration unique d'embauche

Pièces à fournir pour les véhicules

- La carte grise des véhicules
- L'attestation d'assurance des véhicules
- Le contrôle technique valide
- Le permis de conduire du chauffeur

L'ensemble du personnel et des véhicules emprunteront ces accès et respecteront les consignes du dispositif d'accès

au site tel que défini dans le présent PGC

Points particuliers

Le stationnement des véhicules privés du personnel des entreprises ne pourra se faire sur la voie publique aux abords du chantier. Une zone de parcage sera définie en concertation avec le Maître d'œuvre à l'intérieur de la zone cantonnement.

Fléchage - Signalétique d'accès

L'accès au chantier se faisant par les entrées de la base navale de Toulon les itinéraires d'accès devront être fléchés de façon précise afin d'éviter toute manœuvre et circulation inutile susceptible de détériorer les voiries existantes.

Des signalisations d'accès au chantier seront mises en place, chaque entrepreneur informera ses fournisseurs du parcours à suivre pour accéder au chantier et leur transmettra le plan d'accès.

Affichage

Affichage obligatoire : panneaux « PORT DU CASQUE OBLIGATOIRE », « CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC ».

Outre l'affichage du permis de construire suivant les dispositions de l'article A 421-7 du code de l'urbanisme, tout entrepreneur (entreprises titulaires des différents lots, sous traitants et travailleurs indépendants) travaillant sur le chantier doit avoir affiché son nom, sa raison ou sa dénomination sociale ainsi que son adresse. L'affichage est assuré sur un panneau dont les indications sont lisibles depuis la voie publique.



Dispositions pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier

Seules les personnes travaillant pour le maître d'ouvrage, les entrepreneurs titulaires d'un marché, les sous-traitants et les travailleurs indépendants nommément déclarés auprès du maître d'ouvrage, sont autorisés à accéder au chantier.

Les personnes n'intervenant pas directement sur le chantier (fournisseurs, locataires, agents commerciaux, concessionnaires, contrôleurs techniques...) devront être accompagnés par l'entreprise concernée par leur intervention.



L'entreprise concernée devra réaliser l'accueil de ces intervenants.

Constat d'huissier

Avant tout démarrage des travaux l'entreprise de **gros œuvre** aura à sa charge l'établissement d'un constat d'huissier contradictoire avec les personnes concernées.

L'ensemble des voiries, équipements et bâtiments mitoyens au chantier fera l'objet de ce constat qui sera à la charge du lot **gros œuvre**

La remise en état des éléments dégradés sera à la charge de l'entreprise responsable si elle est identifiée ou au compte prorata dans le cas contraire.

Equipements de Protection Individuelle (E.P.I.)

Tout travailleur, tout visiteur, de droit comme autorisé est tenu au port des protections individuelles adaptées à l'intervention sur le chantier.



Les différents fournisseurs sont aussi assujettis à cette obligation.

UTILISATION DE MOYENS COMMUNS PENDANT TOUTE LA DUREE DU CHANTIER

Pendant toute la durée du chantier, il sera favorisé la mise en place des infrastructures du chantier (cantonnement, ensemble des installations réglementaires...), les moyens de logistique et de mécanisation du transport vertical des personnes et des charges, ainsi que les protections collectives.

Infrastructures de chantier

Le titulaire du **lot gros œuvre** aura à sa charge la mise en place des infrastructures de chantier pour l'ensemble des intervenants (cantonnement, l'ensemble des installations réglementaire de chantier).

Moyens de logistique et de mécanisation du transport vertical des personnes et des charges

Le titulaire du **lot gros œuvre** devra mettre en place une utilisation effective commune des moyens logistiques du chantier (mise en commun des moyens de manutention sur le chantier dont l'espace sera limité, manutention, circulation, échafaudages, ascenseurs, levage, gestion des déchets...).

La nouvelle recommandation CNAMTS R 477, du 7 avril 2015, remplaçant la R 445 : Mécanisation du transport vertical des personnes et des charges sur les chantiers (construction, réhabilitation, entretien d'ouvrages), sera appliquée.

Protections collectives

Le titulaire du **lot gros œuvre** aura à sa charge la mise en place et le maintien des protections collectives du chantier.

VOIRIE ET RESEAUX DIVERS PREALABLES AUX TRAVAUX

Le montant de l'opération étant supérieur à 760 000 €, les VRD préalables aux travaux à la charge du maître de l'ouvrage seront réalisés par les entreprises préalablement au commencement du chantier.

Les VRD primaires (desserte en voirie pour véhicules et piétons jusqu'à l'installation de chantier et à la zone travaux depuis la voie publique, raccordement à un réseau d'eau potable, à un réseau électrique et en évacuation des matières usées) seront réalisés suivant le tableau ci-après :

<i>Désignation</i>	<i>Localisation</i>	<i>Phasage</i>	<i>Lot chargé de la réalisation</i>
Aménagement de l'accès chantier	Accès depuis la voirie de la BNT	Pendant la phase installation avant le démarrage des travaux	Lot gros œuvre
Aménagement de l'Accès aux Installations de Chantier	Accès depuis la voirie de la BNT	Pendant la phase installation avant le démarrage des travaux	Lot gros œuvre
Raccordement au réseau d'Eau Potable	Comptage à faire réaliser par les services de la BNT	Pendant la phase installation avant le démarrage des travaux	Lot gros œuvre
Evacuation des eaux usées	Sur attente de la BNT	Pendant la phase installation avant le démarrage des travaux	Lot gros œuvre
Raccordement au réseau Electrique	Raccordement sur transformateur existant	Pendant la phase installation avant le démarrage des travaux	Lot gros œuvre

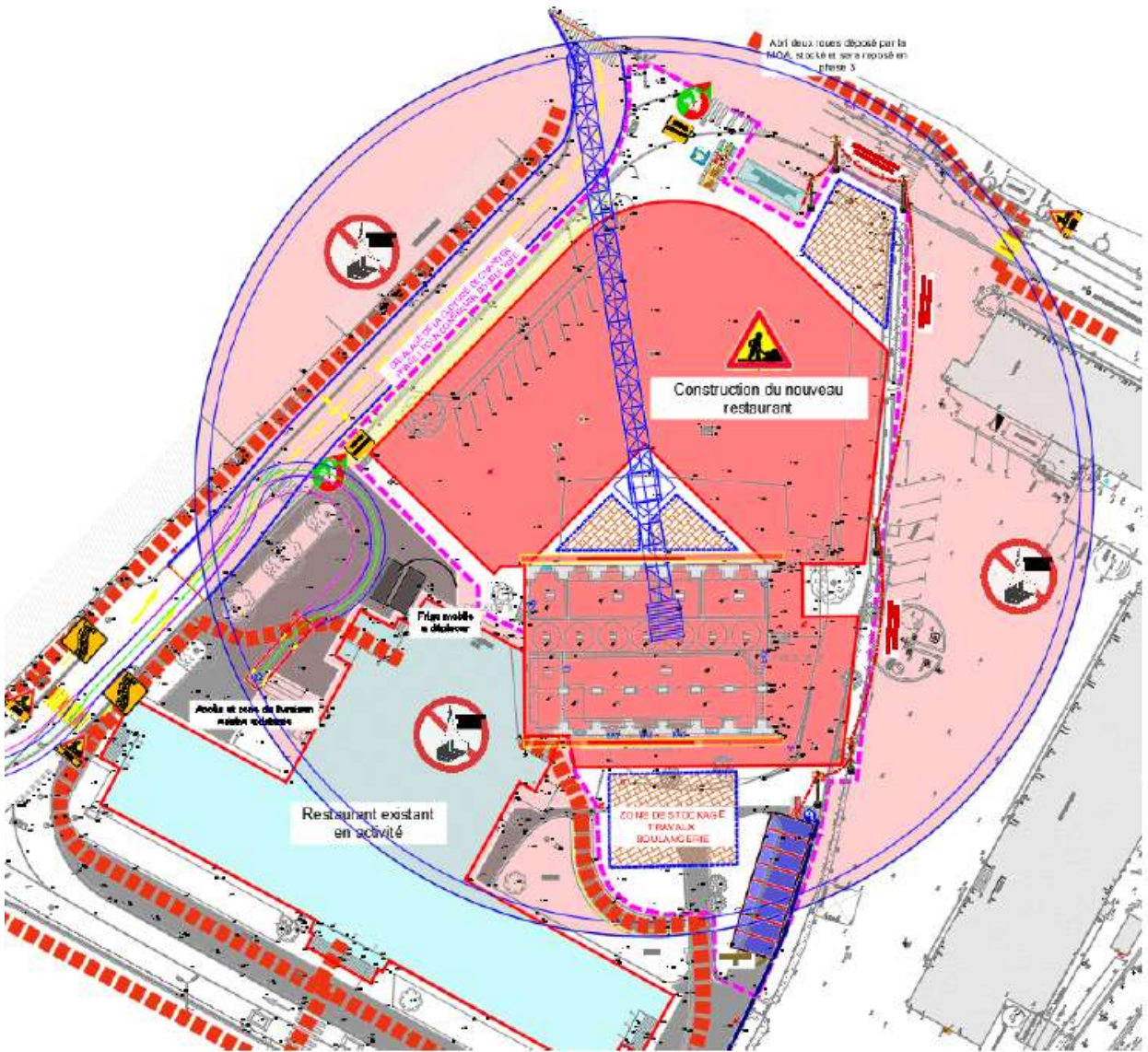
INSTALLATIONS DE CHANTIER

Les travaux proprement dits ne pourront débuter qu'après l'installation des locaux de chantier et le raccordement aux différents réseaux.

Plan d'installation de chantier

Le plan d'installation de chantier sera établi par l'entreprise du lot principal, après avoir pris en compte les informations fournies par les autres corps d'état, notamment pour les besoins de stockage.





Recherche des zones d'installation du cantonnement

Le plan d'installation de chantier précisera :

- L'utilisation des locaux existants comme cantonnement de chantier (bureaux, magasins, vestiaires, réfectoires).
- Les installations complémentaires s'il y a lieu.
- Les lieux d'approvisionnement, de stockage des matériaux et du matériel.
- L'emplacement et le cheminement des installations provisoires : électricité, eau, téléphone, circulations, eaux usées, eaux pluviales.
- La position de la (ou des) grue(s) avec le rayon de giration de flèche.
- Descriptif du système anticollision si nécessaire.
- Aire d'assemblage de la charpente au sol s'il y a lieu.

Travaux préparatoires à l'installation de chantier :

Compte tenu de l'importance du chantier, les travaux de voirie chantier et attentes diverses : électricité, eau, évacuation, téléphone, etc. seront réalisés en phase préparation des travaux.

La zone des futurs parkings sera traitée dès la phase préparation de manière à pouvoir l'utiliser dans le cadre des travaux pour l'installation de chantier.

Clôtures

La responsabilité du fait de la chose suivant l'article 1384 du code civil est engagée en l'absence de clôture. Le chantier sera donc totalement clos à l'aide d'une clôture d'au moins 2,00 m de hauteur, son franchissement par des tiers non autorisés supposant une volonté d'effraction.

Une clôture complémentaire devra être installée pour rendre le chantier indépendant vis-à-vis d'éventuels projets à venir.

L'entreprise réalisant la clôture aura à sa charge le portail avec système de fermeture ainsi que l'entretien ou le déplacement éventuel dans le cadre de modification de l'emprise de la zone des travaux.

Elle assurera chaque jour l'ouverture et la fermeture de l'accès chantier.

Stockage des Terres

Une partie des terres des différents terrassements sera stockée sur une zone définie sur le plan d'installation de chantier pour une réutilisation sur le site.

Les excédents de terres seront évacués à la décharge.

Affectation des installations de chantier

Les installations de chantier seront réalisées suivant le détail du tableau ci-après :

<i>Nature de l'installation</i>	<i>Réalisée par</i>	<i>A charge</i>
Création de l'ensemble des voiries de chantier, y compris zones de parking	Lot gros œuvre	Lot gros œuvre
Clôtures, portails avec signalisation de sécurité du chantier	Lot gros œuvre	Lot gros œuvre
Réseaux divers existants à protéger	Lot gros œuvre	Lot gros œuvre
Réseaux utilitaires (éclairage, BT, force, etc.)	Lot gros œuvre	Lot gros œuvre
Plates-formes pour zones de stockage (même provisoire) et zone de cantonnement	Lot gros œuvre	Lot gros œuvre
Sanitaires (lavabos, eau pour se laver, moyens de nettoyage, séchage ou essuyage), cabinets d'aisance (W-C, urinoirs), douches Ensemble des équipements communs à toutes les entreprises conformément à la réglementation en vigueur	Lot gros œuvre	Lot gros œuvre
Salle de réunion commune pour les réunions de chantier	Lot gros œuvre	Lot gros œuvre
Vestiaires, réfectoires de son lot jusqu'à la fin de sa prestation.	Lot gros œuvre	Lot gros œuvre
Coffrets électriques de chantier intérieur bâtiment (par étage et par bâtiment)	Lot gros œuvre	Lot gros œuvre
Téléphone d'alerte Bureau (consignes et directives affichées)	Lot gros œuvre	Lot gros œuvre
Bennes à déchets	Lot gros œuvre	Lot gros œuvre
Goulottes d'évacuation	Lot gros œuvre	Lot gros œuvre

Dimensionnement du cantonnement

Le cantonnement sera dimensionné en fonction de l'effectif de pointe du chantier.

Les effectifs seront précisés au cours de la période de préparation, en fonction du nombre d'heures affecté au chantier par chaque entreprise et en fonction du calendrier d'exécution des travaux.



Salle de réunion



Sanitaires



Réfectoire



Vestiaires

Dimensionnement des installations de vie

LOCAL	DIMENSION	COMPOSITION	Observations
VESTIAIRES	1,25m ² par personne	<ul style="list-style-type: none"> Éclairé ; Convenablement aéré ; Chauffé en saison froide ; Équipé d'armoires individuelles (ou à défaut de patères si chantier exigu) ; Nettoyé 1 fois par jour ; Exempt de tout stockage de produits et 	Local aéré, éclairé, chauffé.
REFECTOIRE	1,5m ² par personne	<ul style="list-style-type: none"> Un robinet d'eau potable, fraîche et chaude pour 10 personnes prenant leur repas. Tables et sièges en nombre suffisant Point de chauffe, Garde-manger (Réfrigérateur si possible). 	Local aéré, éclairé, chauffé.
CABINETS D'AISANCE	Un cabinet et un urinoir pour 20 travailleurs hommes	<ul style="list-style-type: none"> lavabos séparés pour les hommes et pour les femmes Eau potable Moyens de nettoyage Moyens de séchage et ou d'essuyage appropriés 	Eau chaude sanitaire
SALLE DE REUNION	1,5m ² par personne	<ul style="list-style-type: none"> Tables et sièges en nombre suffisant Armoire documents Trousse de secours Téléphone d'alerte, n° d'appels d'urgence, consignes en cas d'accident. Affichages réglementaires 	Local aéré, éclairé, chauffé. Accessible en permanence
Les lieux de travail sont équipés d'un matériel de premiers secours adapté à la nature des risques et facilement accessible. Ce matériel doit faire l'objet d'une signalisation par panneaux conformes aux dispositions prévues par l'article R. 4224-24 du code du travail (articles R. 4224-14 et R. 4224-23 du code du travail).			
Mise à disposition de 3 litres par jour et par travailleur d'eau potable et fraîche pour la boisson			

Protection contre l'incendie des locaux réservés au personnel

Des extincteurs portatifs dûment contrôlés, adaptés aux locaux et aux risques seront prévus dans les locaux réservés au personnel.



Secours

Poste de téléphone de 1er secours et numéros d'alerte dans bureau de chantier et affichage « En cas d'accident » à proximité.



Nettoyage et entretien du cantonnement

Le nettoyage quotidien et l'entretien du cantonnement seront réalisés par les entreprises concernées par le tableau suivant :

Nature de l'intervention	Réalisée par	A charge
Nettoyage quotidien des locaux communs et des installations communes d'hygiène	Lot gros œuvre	Débit du compte prorata
Fourniture de consommables (savons, essuie-mains, papiers toilette)	Lot gros œuvre	Débit du compte prorata

AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES ET DEMARCHES DIVERSES

Les autorisations administratives et démarches diverses seront réalisées par les entreprises concernées de la colonne de droite du tableau suivant :

Démarches administratives	Services concernés	Réalisées par :
D.I.C.T. sur les réseaux des concessionnaires	Ensemble des concessionnaires	Toutes les entreprises concernées par des travaux effectués au voisinage des ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques
Envoi du PPSPS du lot principal	- Inspection du Travail aux armées - CARSAT/CRAM - OPPBTP	Tous les lots
Autorisation d'installation de grue à tour	Base navale de Toulon	Lot gros œuvre
Autorisation de voirie pour travaux sur la voie publique	Services techniques de la base navale de Toulon	Lot gros œuvre
Travaux à proximité des voies de chemin de fer	SNCF	Sans objet



<i>Démarches administratives</i>	<i>Services concernés</i>	<i>Réalisées par :</i>
Servitudes aériennes	Direction Générale de l'Aviation Civile (DGAC)	Lot gros œuvre
Autorisation administrative diverse	Service local	Lot gros œuvre

Mesures de coordination prises par le coordonnateur en matière de sécurité et les sujétions qui en découlent

VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES ET VERTICALES

Généralités

Les zones de circulation menant aux bâtiments devront être maintenues dégagées de tous matériaux et matériels.

L'accès au chantier des véhicules particuliers est interdit en dehors des zones parking réservées à cet effet.

Circulations des piétons

Les circulations piétonnes seront différenciées des zones d'évolution des engins et véhicules. Une matérialisation physique sera mise en place dès le début des travaux par **le lot n°1 gros œuvre**

Le cheminement vers le cantonnement sera protégé vis-à-vis des travaux à effectuer, drainé, maintenu propre et mènera directement à l'extérieur du chantier.

Circulations horizontales et verticales

Les escaliers définitifs seront posés au fur et à mesure de l'exécution des planchers afin de limiter le recours aux échelles.

Dans le cas où ceux-ci ne peuvent être installés immédiatement, les accès provisoires aux différents niveaux seront mis en place pour chaque trémie d'escalier de telle sorte qu'elles puissent satisfaire aux exigences de sécurité jusqu'à la mise en place des escaliers définitifs.

Les accès en combles se feront par les trappes et platelage en place.

Les accès ponctuels en toiture (après réalisation de la couverture) se feront par les châssis avec utilisation des systèmes d'ancrage mis en place.

Organisation concernée	Mesures de Coordination	Lot concerné
Plan de circulation piétons et véhicules	Un plan de circulation adapté aux différentes configurations du chantier sera établi lors de la phase préparation du chantier.	Lot gros œuvre
Aménagements des entrées dans les bâtiments	Les accès au niveau des entrées des bâtiments seront aménagés de manière à : <ul style="list-style-type: none">- protéger les ouvriers contre tout risque de chute d'objet au droit de la façade. Le coordonnateur SPS demande qu'il soit mis en place une galerie protégée si l'accès est trop proche d'une cage d'escalier ou sous les façades en construction ;- permettre l'évolution des chariots et transpalettes, les éventuels dénivelés seront compensés par mise en place de rampe permettant l'utilisation de ce type de matériel.	Lot gros œuvre
Aménagements des accès pour les engins et le personnel	Durant les périodes de gel et de pluie, l'entreprise prendra toutes les dispositions pour limiter les risques de chutes et de glissades sur l'ensemble des accès.	Lot gros œuvre
Aménagements des rampes d'accès	Les rampes seront réalisées en matériaux stables, et pour éviter leur détérioration par d'autres corps d'état (réseaux), des fourreaux seront positionnés en attente.	Lot gros œuvre
Maintien en place de la continuité des protections collectives au niveau des circulations horizontales et verticales	Obligation d'assurer la continuité des protections collectives : <ul style="list-style-type: none">- Protection provisoire fixée en retrait sur l'embranchement ou sur palier ;- Protection définitive fixée sur le limon.	Lot gros œuvre



CONDITIONS DE MANUTENTION DES MATERIAUX ET MATERIELS, UTILISATION DES ENGINS DE LEVAGE

Généralités

Les entreprises tiendront compte dans leur installation de grue ou engins de levage, des dispositions réglementaires et des recommandations de la CNAMTS.

Grues à tour : à montage par éléments (GME) et à montage automatisé (GMA)

L'entreprise utilisatrice de grue à tour intégrera, en phase préparation de chantier, les dispositions énoncées dans la recommandation R. 406 de la CNAMTS (prévention du risque de renversement des grues à tour sous l'effet du vent).

Pour cela, elle se fera assister par un organisme compétent qui :

- déterminera l'existence d'un risque d'action particulière du vent sur la grue à tour due aux constructions environnantes, et à l'ouvrage à construire, ou à la topographie du site (examen environnemental du site suivant article R. 4323-46 du code du travail et la recommandation R. 406 de la CNAMTS) ;
- s'assurera de la stabilité des massifs ou de la voie de grue (avis de stabilité et inspection des ouvrages de fondation des grues suivant article R. 4323-29 du code du travail) ;
- vérifiera la conformité de la grue à tour aux prescriptions réglementaires d'une part, et aux dispositions particulières de la recommandation R 406 de la CNAMTS d'autre part, (vérification avant mise en service suivant arrêté du 1^{er} mars 2004).

Le rapport de l'organisme sera présenté au coordonnateur S.P.S. avant la mise en service de l'appareil.

Il y a lieu de prendre en compte des éventuelles prescriptions ou restrictions mentionnées dans l'arrêté de permis de construire.

Grues mobiles :

La recommandation de la CNAMTS R. 383 modifiée, l'utilisation de grues mobiles est applicable en ce qui concerne :

- la procédure de délivrance par l'employeur d'une autorisation de conduite ;
- les conditions d'obtention d'un certificat d'aptitude à la conduite en sécurité (CACES).

Le carnet de maintenance de l'appareil conforme à l'arrêté du 2 mars 2004, sera tenu à disposition dans l'appareil.

Grues auxiliaires de chargement de véhicules :

La recommandation de la CNAMTS R. 390, «utilisation de grues auxiliaires de chargement de véhicules » est applicable.

Les grues auxiliaires de chargement de véhicules devront être vérifiées conformément à l'arrêté du 1^{er} mars 2004, avant leur mise en service sur le chantier, 1 exemplaire du rapport sera tenu à disposition dans le véhicule.

Le carnet de maintenance de l'appareil conforme à l'arrêté du 2 mars 2004, sera aussi tenu à disposition.

<i>Organisation concernée</i>	<i>Mesure de Coordination</i>	<i>Lot concerné</i>
Utilisation d'un appareil de levage en commun	En phase préparation de chantier, il sera étudié les conditions d'utilisation commune d'un appareil de levage et arrêté une convention inter entreprises.	Les entreprises concernées par des manutentions
Introduction et installation d'un appareil de levage et de manutention	Chaque entreprise devra prévoir des appareils adaptés à son intervention. Toute utilisation d'un dispositif ou engin de levage envisagé devra être abordé au cours de la visite d'inspection commune et, les moyens nécessaires à la mécanisation des manutentions seront définis dans le PPSPS de l'entreprise.	Les entreprises concernées
Interférence des appareils de levage	Le planning des travaux sera organisé afin d'éviter les interférences entre appareils de levage. En cas d'impossibilité un dispositif de gestion des interférences et des zones interdites sera mis en place. Il est interdit à toute entreprise intervenante d'introduire un appareil de levage sans étude préalable des interférences.	Les entreprises concernées



Vérification des appareils et des accessoires de levage

L'ensemble des appareils de levage devra être vérifié conformément aux arrêtés du 1^{er}, 2 et 3 mars 2004, avant leur mise en service sur le chantier. Les rapports de vérification devront être communiqués au coordonnateur SPS et disponible sur le chantier ou sur l'appareil.

Les accessoires ou appareils de levage (chaînes, crochets, pinces, etc.) doivent être :

- compatibles avec les engins utilisés et les charges à manutentionner ;
- comporter l'indication de la C.M.U. (charge maximale d'utilisation) ;
- périodiquement vérifiées.

Autorisation de conduite

La conduite des équipements de travail mobiles automoteurs et des équipements de travail servant au levage ne peut être confiée qu'à des travailleurs ayant été reconnus aptes médicalement et ayant reçu une formation en matière de sécurité adéquate.

Chaque conducteur devra être en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Limitation du recours aux manutentions manuelles

Les entreprises intervenantes devront prendre toutes les mesures nécessaires d'organisation afin de limiter au maximum le recours aux manutentions manuelles. En tout état de cause un travailleur ne peut être admis à porter des charges excédent un poids de 55 kg.

Lorsqu'une manutention manuelle ne peut être évitée, le chef d'entreprise doit évaluer les risques que font encourir ces manutentions pour la sécurité et la santé des travailleurs et organiser les postes de travail de façon à limiter ces risques (aide à la manutention mécanique, accessoires de manutention, etc.).

[Rappel de la réglementation :](#)

Le code du travail indique qu'il faut :

- > privilégier la manutention mécanique
- > limiter les charges :

- en fonction du sexe et de l'âge

Hommes		Femmes	
16 à 17 ans	A partir de 18 ans	16 à 17 ans	A partir de 18 ans
20 kg	55 kg	10 kg	25 kg

De plus, le transport sur diable est interdit au personnel de moins de 18 ans et aux femmes enceintes. Pour les femmes, il est limité à une charge de 40 kg, poids du diable compris.

- le personnel ne peut être admis à porter de façon habituelle des charges supérieures à 55 kg qu'à condition d'avoir été reconnu apte par le médecin de prévention, sans que ces charges puissent être supérieures à 105 kg

- > former le personnel au déplacement des charges (gestes et postures)
- > mettre à disposition du personnel des équipements de protection individuelle appropriés



La norme AFNOR NFX 35-109 est plus restrictive que la réglementation en ce qui concerne les limites acceptables de port manuel de charge. Elle tient compte des critères de masse transportée, du soulèvement, de la fréquence du transport, de la distance parcourue, de l'âge et du sexe.

Les limites recommandées pour le port occasionnel de charges sont :

Hommes			Femmes		
15 à 18 ans	18 à 45 ans	45 à 65 ans	15 à 18 ans	18 à 45 ans	45 à 65 ans
15 kg	30 kg	25 kg	12kg	15 kg	12 kg

Dans le cas de port répétitif de charges, les limites recommandées sont plus basses.

Manutentions mécaniques à partir d'un engin de terrassement

Les engins de terrassement ne peuvent effectuer des opérations de levage que s'ils sont équipés de dispositifs de sécurité sur les organes de relevage et d'un système d'accrochage de la charge s'opposant à un décrochage accidentel.

APPROVISIONNEMENTS, DELIMITATION ET AMENAGEMENT DES ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES MATERIAUX

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Besoins en surface de stockage et surface de magasins	Les entreprises devront formuler leurs besoins au cours de la phase préparation du chantier.	Tout corps d'état
Dispositions pour les approvisionnements du matériel et des matériaux sur le chantier	Les fournisseurs seront informés sur les personnes à contacter sur le chantier et sur les modalités pour accéder au chantier. L'entreprise concernée devra prendre en charge le fournisseur à son arrivée à l'entrée du chantier et effectuer un contrôle du matériel et matériaux livrés.	Tout corps d'état

Approvisionnement

Les matériels et matériaux devront être distribués sur les postes de travail au fur et à mesure des approvisionnements.

Approvisionnement

Les matériels et matériaux devront être distribués sur les postes de travail au fur et à mesure des approvisionnements.

Chaque entreprise dans le cadre de sa propre organisation devra établir **un plan particulier de sécurité et protection de la santé (PPSPS)** dans lequel sera précisé les modalités d'approvisionnement avec identification claire et précise, des moyens matériels mis en œuvre, ainsi que les moyens de prévention associés notamment contre le risque de chute de hauteur des personnes depuis les zones de réception des marchandises et contre le risque de chute de matériaux/matériel.

Pour toutes manutentions, chaque entreprise devra rester vigilante vis-à-vis du facteur vent. Les rafales de vent et/ou mistral peuvent engendrer des risques majeurs lors des manutentions. Aucun risque ne devra être pris et la réglementation s'appliquera automatiquement. Chaque engin de levage (grues à tour et/ou grue mobile) sera équipé de dispositif d'alerte et de sécurité.

[Rappel de quelques règles applicables sur les chantiers du BTP](#)



«ORGANISATION DES APPROVISIONNEMENTS DE L'OUVRAGE»

- ✎ Intégrer un lot **logistique-manutention** dans les pièces contractuelles du marché.
- ✎ Au stade du PGC :
 - Déterminer les **principes de manutention** du projet,
 - Définir les **zones** de déchargement et d'entreposage, **voies** de circulation, **infrastructures** nécessaires à la manutention.
- ✎ Organiser, avant le démarrage des travaux, une **réunion de lancement des approvisionnements** de l'opération.

«DÉPLACEMENT HORIZONTAL DES CHARGES À L'EXTÉRIEUR DE L'OUVRAGE»

- ☛ Prévoir un dispositif d'identification, de signalisation, de guidage et sa maintenance pour les fournisseurs du chantier.
- ☛ Analyser les risques (écrasement, chutes...) et mettre en place les moyens de prévention lors des opérations de chargement/déchargement (vision directe, caméras vidéo, plates-formes stabilisées...).
- ☛ Éviter le recours aux manutentions intermédiaires :
 - en choisissant des zones de déchargement situées près des ascenseurs, des monte-matériaux et des engins de levage.
 - en positionnant les aires de déchargement au plus près des zones de travail.

«DÉPLACEMENT VERTICAL DES CHARGES À L'EXTÉRIEUR DE L'OUVRAGE»

- ☛ Procéder à un inventaire le plus exhaustif possible des matériels de levage retenus pour l'opération.
- ☛ Organiser l'utilisation des grues à tour (mise à la disposition des autres entreprises, chef de manœuvre, recettes).
- ☛ S'assurer de la formalisation des dispositions retenues (rédaction de conventions de mise à disposition, adaptation du PGC et des PPSPS).
- ☛ Compléter le dispositif retenu par la mise en œuvre de moyens communs de manutention tels que monte-matériaux.

«DÉPLACEMENT VERTICAL DES CHARGES À L'INTÉRIEUR DE L'OUVRAGE»

- ☛ Encadrer contractuellement la mise en service anticipée des ascenseurs ou monte-charges dans le cas d'ouvrages neufs.
- ☛ Utiliser les équipements existants dans le cadre des opérations de réhabilitation.
- ☛ En l'absence d'ascenseur définitif dans l'ouvrage, mettre en place des solutions palliatives telles que monte-matériaux ou ascenseurs de chantier jusqu'à la fin des travaux.
- ☛ Obtenir des fournisseurs un conditionnement et un colisage adaptés aux caractéristiques de l'appareil.

«**DÉPLACEMENT HORIZONTAL DES CHARGES DANS L'ENVELOPPE DE L'OUVRAGE**»

- ☛ Libérer le plus rapidement possible les **espaces** nécessaires à la **circulation** et au **travail**.
- ☛ Définir, lors de la réunion de lancement des approvisionnements, les **zones** et les **cheminements horizontaux** les plus **adaptés**.
- ☛ Choisir, à partir de l'**analyse des risques**, les matériels et équipements de manutention à mettre en œuvre.

Magasins

Les entreprises auront la possibilité d'aménager, à titre provisoire, des magasins sur les aires prévues à cet effet sur le plan d'installation de chantier.

Les aménagements et la remise en état de la zone dans laquelle ils ont été créés sont à la charge de l'entreprise qui les installe.

Le stockage de produits dangereux dans les locaux est interdit.

Chaque magasin devra être identifié par le nom de l'entreprise.

Chaque entreprise aura à sa charge la mise en place des moyens de lutte contre l'incendie dans ses magasins.

Les entreprises seront tenues de libérer les zones en fonction de l'avancement des travaux.

TRAVAUX DE DESAMIANTAGES

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Travaux de retrait ou d'encapsulage d'amiante et de matériaux, d'équipements et de matériels ou d'articles en contenant Interventions sur des matériaux, des équipements, des matériels ou des articles susceptibles de provoquer l'émission de fibres	L'entreprise effectuant le retrait de l'amiante devra certifiée et son personnel formé. L'ensemble des travaux présentant un risque d'exposition à l'amiante devra être réalisé dans des zones totalement isolées sans aucune co-activité. L'ensemble des procédures de dépose, d'évacuation et de suivi des déchets concernés devra impérativement suivre la Section 3 : Risque d'exposition à l'amiante, articles R. 4412-94 à 148 du code du travail.	Sous-traitant Lot gros œuvre
Etablissement d'un plan de démolition, de retrait ou d'encapsulage (sous-section 3)	L'entreprise établit un plan de démolition, de retrait ou d'encapsulage en fonction de l'évaluation des risques et conformément aux articles R. 4412-133 à 138 du code du travail issu du décret n° 2012-639 du 4 mai 2012, en précisant notamment : <ul style="list-style-type: none"> - Le type et les quantités d'amiante manipulés ; - Le lieu où les travaux sont réalisés, la date de commencement, la durée probable et le nombre de travailleurs impliqués ; - Les méthodes de mise en œuvre lorsque les travaux impliquent la manipulation d'amiante ou de matériaux en contenant ; - Les caractéristiques des équipements à utiliser pour la protection et la décontamination des travailleurs ainsi que celles des moyens de protection des autres personnes qui se trouvent sur le lieu ou à proximité des travaux ; - La fréquence et les modalités des contrôles réalisés sur le chantier ; - Les durées et temps déterminés en tenant compte de la pénibilité de chaque tâche ; - .../... Le plan de démolition, de retrait ou d'encapsulage établi par l'entreprise sera adressé à l'inspection du travail et aux organismes de prévention, 1 mois avant le démarrage des travaux.	Sous-traitant Lot gros œuvre
Etablissement d'un mode opératoire (sous-section 4)	L'entreprise établit un mode opératoire dans le cadre des dispositions particulières aux activités et interventions sur des matériaux ou appareils susceptibles de libérer des fibres d'amiante conformément aux articles R. 4412-145 à 148 du code du travail issu du décret n° 2012-639 du 4 mai 2012, en précisant notamment : <ul style="list-style-type: none"> - La nature de l'intervention ; - Les matériaux concernés ; - La fréquence et les modalités de contrôle du niveau d'empoussièrement du processus mis en œuvre et du respect de la valeur limite d'exposition professionnelle ; - Le descriptif des méthodes de travail et moyens techniques mis en œuvre ; - Les notices de poste prévues à l'article R. 4412 -39 ; - Les caractéristiques des équipements utilisés pour la protection et la décontamination des travailleurs ainsi que celles des moyens de protection des autres personnes qui se trouvent sur le lieu ou à proximité de l'intervention ; 	Lot ...



Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
	<ul style="list-style-type: none"> Les procédures de décontamination des travailleurs et des équipements ; Les procédures de gestion des déchets ; Les durées et temps de travail déterminés en application des articles R. 4412-118 et R. 4412-119. <p>Le mode opératoire est transmis avant sa 1^{ère} mise en œuvre, à l'inspection du travail, à la CARSAT et, le cas échéant à l'OPPBT. Une nouvelle transmission est effectuée lors de tout changement important des méthodes de travail mises en œuvre et des équipements de protection utilisés.</p>	
Mesures de prélèvement atmosphérique dues par l'entreprise de désamiantage	<p>Des mesures de prélèvement atmosphérique seront réalisées par l'entreprise effectuant les travaux de désamiantage (sous-section 3) dans le cadre de la protection des travailleurs et de leur environnement :</p> <ul style="list-style-type: none"> Pendant les travaux de désamiantage, <ul style="list-style-type: none"> mesures de l'exposition du personnel manipulant ou intervenant sur ou à proximité de matériaux contenant de l'amiante suivant la VLEP de l'article R. 4412-100 du code du travail ; mesures dans l'environnement (en ambiance) "1° Dans la zone d'approche de la zone de travail ; 2° Dans la zone de récupération ; 3° En des points du bâtiment dans lequel se déroulent les travaux ; 4° A proximité des extracteurs dans la zone de leur rejet ; 5° En limite de périmètre du site des travaux pour les travaux effectués à l'extérieur." selon l'article R. 4412-128 du code du travail ; Avant démantèlement de l'isolement, <ul style="list-style-type: none"> prélèvement d'air en zone : Mesure dite «de 1^{ère} restitution» suivant article R. 4412-140 du code du travail (+ article 12 de l'arrêté du 08 avril 2013 / MPC). 	Sous-traitant Lot gros œuvre
Mesures de prélèvement atmosphérique dues par le maître d'ouvrage	<p>Des mesures de prélèvement atmosphérique seront réalisées par le maître d'ouvrage, dans le cadre de son évaluation des risques et de son devoir d'information :</p> <ul style="list-style-type: none"> Après intervention en sous-section 3, et avant prise de possession des lieux par les entreprises de Corps d'Etat Secondaires, mesure communément appelée «fin de chantier amiante»; Avant restitution des lieux au public dans le cadre d'un ERP ou aux travailleurs dans le cadre d'un établissement lieu de travail (occupants habituels des locaux) : «Mesure dite de 2^{ème} restitution» suivant article R. 1334-29-3 du code de la santé publique / MPCA Listes A & B. 	Sans objet

TRAVAUX DE TRAITEMENT DU PLOMB

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
<p>Travaux de retrait et de matériaux, d'équipements et de matériels ou d'articles contenant du plomb</p> <p>Interventions sur des matériaux, des équipements, des matériels ou des articles susceptibles de provoquer l'émission de fibres</p>	<p>L'entreprise effectuant le retrait du plomb devra :</p> <p>L'employeur est tenu d'organiser, en liaison avec le CHSCT ou, à défaut les délégués du personnel et avec le médecin du travail, une formation à la sécurité et une information, pour les travailleurs susceptibles d'être exposés à l'action d'agent cancérigènes, mutagènes et toxiques pour la reproduction, dont le plomb fait partie.</p> <p>Formation et information sur les risques liés à cette exposition doivent être renouvelées périodiquement, et adaptées à l'évolution du risque (art.R.4412-38, R.4412-86,</p>	Sous-traitant Lot gros œuvre



Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
	R.4412-93) . Une notice doit être adaptée à chaque poste de travail (art. R.4412-39)	
Etablissement d'un mode opératoire	L'entreprise établit un mode en précisant notamment : <ul style="list-style-type: none"> - La nature de l'intervention ; - Les matériaux concernés ; - Le descriptif des méthodes de travail et moyens techniques mis en œuvre ; - Les notices de poste prévues à l'article R. 4412 -39 ; - Les caractéristiques des équipements utilisés pour la protection et la décontamination des travailleurs ainsi que celles des moyens de protection des autres personnes qui se trouvent sur le lieu ou à proximité de l'intervention ; - Les procédures de décontamination des travailleurs et des équipements ; - Les procédures de gestion des déchets ; 	Sous-traitant Lot gros œuvre
Contrôle de l'exposition des travailleurs au plomb	Les contrôles sont à la charge de l'entreprise et doivent être pratiqués par un organisme agréé par arrêté ministériel. Contrôle initial : Un contrôle initial doit être obligatoirement effectué. Il comporte : <ul style="list-style-type: none"> • Une mesure de la concentration en vapeurs, fumées ou poussières de plomb de l'air inhalé par un travailleur. Cette concentration ne doit pas dépasser 0.10 mg/m3 en moyenne pour 8 heures. En cas de travaux occasionnels, susceptibles de provoquer un dépassement de cette concentration limite, le médecin donne à l'employeur un avis sur les mesures destinées à assurer la protection des travailleurs. Ce contrôle doit être renouvelé lors de la survenue d'un incident ou changement notable apporté aux installations ou au procédé de travail. Contrôle Ultérieurs : Des contrôles ultérieurs seront effectués selon des périodicités établies en fonction du niveau de concentration atteint et des valeurs de plombémie Modalités des contrôles atmosphériques : Les modalités des contrôles atmosphériques sont définies dans un document établi par l'employeur après avis du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ou à défaut des délégués du personnel, ainsi que du médecin du travail.	Sous-traitant Lot gros œuvre
Surveillance Médicale	<ul style="list-style-type: none"> • Un travailleur ne peut être affecté à des travaux mettant en œuvre du plomb que s'il a fait l'objet d'un examen préalable par le médecin du travail, comprenant un examen clinique et une surveillance biologique, et si la fiche d'aptitude atteste qu'il ne présente pas de contre indication médicale à ces travaux (art. R.4412-44) • Une surveillance médicale renforcée est assurée si 	Sous-traitant Lot gros œuvre



Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
	<p>l'exposition à une concentration plomb supérieure 0.05mg/m³ sur 8heures est constatée, ou l'orsque le taux de plombémie dépasse 200 micro gramme/l pour les hommes et 100 micro gramme/l pour les femmes (art. R.4412-160)</p> <ul style="list-style-type: none"> Une fiche d'exposition est établie pour chaque travailleur : <ul style="list-style-type: none"> Elle comprend les informations sur la nature du travail effectué, les dates et résultats des contrôles d'exposition (art .R.4412-40 à R.4412-43) 	
Hygiène	<p>Vestiaires : Deux vestiaires collectifs doivent être mis à la disposition du personnel, l'un « propre » et l'autre « sale », ils sont séparés par des douches (art. R.4412-156)</p> <p>Toilette : Des douches, associées aux vestiaires collectifs, sont à la disposition des travailleurs soumis au risque plomb. Les douches doivent être utilisées à chaque fois que les travailleurs retirent leurs vêtements de travail souillés par le plomb.</p> <p>Repas : La consommation de nourriture et de boisson ne doit s'effectuer que dans des zones non polluées et équipées d'installations sanitaires Pour rappel : il est interdit de boire, manger, fumer, priser et mâcher des gommes dans les locaux susceptibles de présenter des risques dus au plomb.</p> <p>Vêtements : Les vêtements de travail souillés par le plomb ne doivent pas être portés en dehors du lieu de travail. C'est l'entreprise qui en assure l'entretien et le lavage fréquent.</p>	Sous-traitant Lot gros œuvre
Protections collective et individuelle	<p>Généralités : Les travaux exposant au plomb doivent se faire en système clos et étanche. En cas d'impossibilité, les emplacements de travail doivent être équipés de moyens efficaces assurant l'évacuation des poussières, des fumées et des vapeurs de plomb (Aspiration à la source puis rejet après filtration) S'il est impossible d'assurer une ventilation efficace des lieux de travail, le personnel exposé doit porter un appareil de protection respiratoire. Si la durée des travaux ne doit pas excéder une journée, cette protection peut être également utilisée. Il doit être fourni à chaque travailleur exposé au plomb des gants en matière imperméable aux produits manipulés, des vêtements de protection, une coiffure et des bottes ou chaussures de sécurité.</p> <p>Intervention milieu occupé : Des dispositions particulières doivent être prises lorsque des travaux favorisant le dégagement de poussières de plomb doivent être exécutés dans des lieux occupés. Isolation des pièces = sas de confinement Nettoyage des espaces d'intervention Ventilation = filtration</p> <p>Protection des voies respiratoire : Sur chantier, l'opérateur doit porter un appareil de protection</p>	Sous-traitant Lot gros œuvre



Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
	<p>respiratoire qui sera choisi en fonction des travaux et modes opératoires retenus, après analyse des risques.</p> <p>Nettoyage des lieux de travail :</p> <p>Les poussières seront captées à l'aide d'aspirateurs industriels munis de filtres type EU9 à EU14</p> <p>Les lavages seront effectués à l'aide :</p> <ul style="list-style-type: none"> - D'injecteurs-extracteurs, - De nettoyeurs à haute pression (Vigilance au niveau du brouillard pouvant contenir des poussières de plomb) - Eponges 	
Evacuation et Stockage des déchets	<p>Stockage</p> <p>Les déchets doivent être évacués de manière continue hors du lieu de production au minimum tous les soirs et si possible à mi journée. Ils seront stockés à proximité dans un local fermant à clef et emballés dans des sacs et récipients étanches étiquetés.</p> <p>Traitement des déchets</p> <ul style="list-style-type: none"> - En centre de traitement agréé pour les débris et poussières de plomb. - En installation de stockage de déchets non dangereux pour les éléments intégrés en bois ou métalliques, éléments en plâtre, revêtu de peinture au plomb, après ensachage. - En installation de stockage de déchets inertes pour les matériaux intègres (Pierre, briques, bloc de béton, sauf plâtre) revêtus de peinture au plomb avec teneur en plomb lixiviable inférieure à 0.5 mg/Kg - Les pots et récipient souillés, les EPI souillés hors service, les sacs des systèmes d'aspiration, les filtres des systèmes d'aspiration d'air, les chiffons souillés, les protections des sols et bâches de confinement seront évacués en installation de stockage de déchets dangereux. 	Sous-traitant Lot gros œuvre

CONDITIONS DE STOCKAGE, D'ELIMINATION, D'EVACUATION DES DECHETS ET DECOMBRES

Le jet de tous matériaux par les trémies ou les ouvertures est strictement interdit.

Evacuation des déchets

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Bennes à déchets pour les gravats et décombres de démolitions d'ouvrages existants	<p>L'entrepreneur aura à sa charge la mise en place de bennes permettant d'évacuer l'ensemble des gravats et décombres générés par son lot.</p> <p>Ces bennes seront totalement indépendantes des bennes gérées par le compte prorata.</p>	Tout corps d'état



Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Bennes à déchets	L'entrepreneur du lot n° 1 gros œuvre mettra à disposition de l'ensemble des entreprises des bennes en quantité suffisante, et assurera l'évacuation des déchets de chantier en décharge publique pendant toute la durée du chantier : <ul style="list-style-type: none"> - Benne pour les déchets inertes (DI), destinés aux centres de classe 3 (béton, verre, carrelage, ciment...) ; - Benne pour les emballages et recyclables destinés à être valorisés ; - Benne pour les déchets industriels banals (DIB), destinés aux centres de classe 2 (PVC, isolants, métaux, bois, moquette...). - Benne pour les déchets industriels spéciaux (DIS), destinés aux centres de classe 1 (peintures, solvants, bois traité,) - Benne pour les déchets ménagers 	Tous les lots
Remplacement des bennes à déchets	Le plan d'installation de chantier indique la position des bennes. Elles seront remplacées autant de fois que nécessaire par le lot qui en a la charge.	Lot gros œuvre
Goulottes à gravats	Mise en place de goulottes pour évacuation des gravats des étages. L'évacuation des gravats par les trémies étant interdite.	Lot gros œuvre
Nettoyage quotidien des zones de travail	Chaque entreprise est chargée quotidiennement d'assurer le nettoyage de ses zones de travail et d'acheminer ses déchets jusqu'aux bennes.	Tout corps d'état
En cas de manquement d'une entreprise pour le nettoyage de ses zones de travail	Le Maître d'œuvre ou le coordonnateur SPS pourra demander à l'entrepreneur du lot principal de procéder au nettoyage aux frais de l'entreprise défaillante	Tout corps d'état

CONDITIONS D'ENLEVEMENT DES MATERIAUX DANGEREUX

Matières et substances dangereuses

Le traitement de ces déchets industriels dangereux est à la charge des entreprises qui les produisent (bois traités, pinceaux souillés, peinture...). Ils sont destinés aux centres d'enfouissement technique (CET) 1, installations de stockage de déchets dangereux (ISDD).

Ces produits ne devront pas être mélangés aux gravats ordinaires mais évacués par une filière spécifique.

Tout entrepreneur informera préalablement à l'utilisation de telles substances le coordonnateur SPS. Cette information se fera au cours de la visite d'inspection commune et l'entreprise concernée en fera état dans son PPSPS.

Chaque entreprise concernée établira un bordereau de suivi des déchets industriels spéciaux et assurera l'évacuation des produits suivant les indications du fabricant.

Déchets, décombres, gravats présentant un risque particulier

Les déchets, décombres et gravats présentant des risques particuliers (amiante, plomb...) seront évacués suivant les cas vers une filière d'élimination CET 1, installations de stockage de déchets dangereux (ISDD) avec bordereau de suivi des déchets.

Le traitement des déchets susceptibles de libérer des fibres d'amiante sera réalisé dans les conditions des articles R. 4412-121 à 124 du code du travail.

Les déchets d'amiante devront être évacués vers une filière d'élimination CET 1, installations de stockage de déchets dangereux (ISDD) ou vitrification avec bordereau de suivi des déchets amiantés (BSDA).

Pour les déchets d'amiante liés à des matériaux inertes et ayant conservé leur intégrité relevant du Catalogue européen des déchets (CED) sous le code 17-05-03* du CED, il est aussi accordé une possibilité de les évacuer vers une filière d'élimination CET 2, installations de stockage de déchets non dangereux (ISDND).

PROTECTIONS COLLECTIVES

Les protections collectives seront adaptées de telle sorte qu'elles ne soient pas démontées pour la mise en place des éléments définitifs. Ce principe concerne les ouvertures en façade, en plancher ou sur les escaliers (ex : pour les ouvertures en façade et si l'allège n'est pas à la hauteur réglementaire la lisse reconstituant la protection sera placée à l'extérieur ou en tableau).

Pour les réservations, l'entrepreneur du **lot n°1 gros œuvre** devra mettre en place un dispositif d'obturation arasant le plancher (platelage).

L'ensemble des trémies et réservations dont une dimension est supérieure à 0,80 m devra être protégé au moyen de garde corps complets (main courante hauteur comprise entre 1,00 m et 1,10 m, lisse intermédiaire à mi-hauteur et plinthe de butée de 10 à 15 cm) ou d'un platelage résistant à une charge de 150 kg minimum et équipé d'une trappe d'accès rabattable.

Les boîtes de raccordement de chauffage ou d'électricité noyées dans les planchers seront protégées par un platelage sur lequel on puisse marcher.

Dès que possible, les réservations seront bouchées et les protections définitives mises en place.



<i>Organisation concernée</i>	<i>Mesure de Coordination</i>	<i>Lot concerné</i>
Mise en place, entretien et maintenance des protections collectives à l'intérieur du bâtiment et ses abords	Les protections collectives seront étudiées avec les entreprises, le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS en recherchant une utilisation commune avec les corps d'état concernés.	Lot gros œuvre
Travaux de charpente couverture mise en place de protections collectives type garde corps sur consoles conformes à la norme NF EN 13374 d'octobre 2004	Les protections collectives seront conservées jusqu'à l'achèvement des travaux des autres corps d'état intervenant sur la toiture (ex : antennes, ventilations).	Lot charpente bois
Maintien des protections collectives sur les ouvertures extérieures et les cages d'escaliers	Jusqu'à la mise en place des éléments définitifs de garde corps et de rampes par le lot n° 7 menuiserie extérieure / serrurerie - Escaliers ; - Garde-corps	Lot gros œuvre
Dans le cas où une entreprise doit déplacer les protections collectives pour les besoins de ses travaux, elle devra la remplacer pendant ses interventions par un dispositif assurant une protection équivalente	Chaque entreprise à l'issue de ses interventions devra rétablir une protection collective de degré au moins équivalent à celle mise en place initialement.	Tout corps d'état
Dans le cas de manquement à ses obligations par une entreprise intervenante	La maîtrise d'œuvre ou le coordonnateur SPS pourront demander de réaliser les travaux de mise en sécurité au compte de l'entreprise défaillante.	Lot gros œuvre

TRAVAIL EN HAUTEUR

Suivant le décret n° 2004-924 du 1^{er} septembre 2004, les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme poste de travail, sauf en cas d'impossibilité technique de recourir à un équipement de protection collective.

<i>Organisation concernée</i>	<i>Mesure de Coordination</i>	<i>Lot concerné</i>
Travaux de faible hauteur	Des plates-formes individuelles roulantes (PIR) seront utilisées pour des hauteurs jusqu'à 2,50 m.	Tout corps d'état



Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
		
Hauteur > de 2,50 m 	Au-delà d'une hauteur de 2,50 m, l'utilisation d'un échafaudage roulant, fixe ou d'une nacelle sera imposée en fonction de son utilisation et des hauteurs d'intervention.	Tout corps d'état
Utilisation partagée d'un échafaudage	Chaque entreprise devra avoir son propre matériel, et dans le cas d'une utilisation partagée d'un échafaudage, l'entreprise utilisatrice devra réceptionner les installations avant utilisation en tenant compte des conditions dans lesquelles il l'utilise effectivement. Une convention de prêt entre les entreprises concernées sera établie.	Tout corps d'état
Echafaudage de façade pour une utilisation commune pour les travaux de toiture (charpente, couverture, zinguerie...) et les interventions en façades (pose lambris, revêtement de façade, peinture...) afin de réaliser les différentes interventions des corps d'état sous protections collectives	L'échafaudage sera mis en place par le lot n°2 Echafaudage pour une utilisation commune par les lots zinguerie, menuiserie, revêtement de façade et peinture. Il fera l'objet au préalable d'une convention d'utilisation, sous le contrôle du maître d'œuvre et du coordonnateur SPS. L'échafaudage commun sera utilisé pour les travaux de : - pose de certaines zones de lambris - pose des descentes EP - exécution du revêtement de façades - peinture de la sous face des lambris	Lot Gros œuvre
Echafaudage pour une utilisation commune pour les travaux du hall d'entrée du bâtiment sur 6 niveaux pour des interventions sous protections collectives	L'échafaudage sera mis en place par le lot n° pour une utilisation commune par les lots chauffage, ventilation, faux-plafond, menuiserie intérieure et peinture. Il fera l'objet au préalable d'une convention d'utilisation, sous le contrôle du maître d'œuvre et du coordonnateur SPS.	Sans objet

INSTALLATION ELECTRIQUE DE CHANTIER


L'entrepreneur du **lot n°1 gros œuvre** assurera le branchement depuis le réseau public et la pose du tableau général du chantier.

Depuis ce tableau seront réalisés par le **lot n°1 gros œuvre**

- l'alimentation électrique de l'ensemble des locaux de cantonnements ;
- l'installation nécessaire à l'alimentation électrique des différents matériels (grue, bétonnière...) ;
- l'installation d'éclairage des circulations.

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Installation de distribution électrique intérieure	Depuis l'armoire générale, il devra être prévu, en nombre suffisant, des départs permettant l'alimentation des différents postes de travail à l'intérieur du bâtiment. L'implantation des armoires de distribution devra permettre, en tout point du bâtiment, une utilisation de prolongateurs de	Lot Gros œuvre



Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
	longueur inférieure à 25 m.	
Prolongateurs et appareils utilisés par les entreprises	<p>Chaque entreprise est responsable des prolongateurs et appareils au-delà de leur raccordement aux armoires de chantier :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Prolongateurs de raccordements du type H07 RNF ; - Enrouleurs de catégorie NFC 61-720 ; - Prises de protection IP 447 incassables ; - Baladeuses conformes à la norme NFC 71-008 ; - Phares halogènes conformes à la norme NF avec grille de protection. 	Tout corps d'état
Installation d'éclairage de chantier	<p>Seront éclairés les parties du chantier à usage commun :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les cheminements et circulations extérieurs ; - les escaliers et circulations intérieures. 	Lot Gros œuvre
	L'éclairage des postes de travail est à la charge de chaque entreprise.	Tout corps d'état
Installations particulières aux enceintes très conductrices	Les entreprises appelées à intervenir dans les enceintes très conductrices feront installer un éclairage TBTS ainsi qu'un transformateur de sécurité à séparation de circuit.	Tout corps d'état
Contrôle des installations électriques de chantier	<p>Conformément à l'article R4226-14 du Code du Travail et à l'Arrêté du 26 décembre 2011.</p> <p>Les installations devront faire l'objet d'une vérification confiée à un organisme de contrôle agréé. La périodicité du contrôle est annuelle.</p> <p>Un exemplaire du rapport de conformité devra être tenu à disposition sur le chantier.</p>	Lot Gros œuvre

MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Travaux superposés	<p>Phasage des travaux à réaliser de manière à éviter les superpositions et juxtapositions de tâches.</p> <p>Afin d'éliminer les risques de superposition, l'ensemble des aires situées sous les postes de travail en élévation (échafaudage, nacelles...) sera interdit d'accès au moyen d'un dispositif physique.</p>	Tout corps d'état
Protection liée à la protection de tâches d'un lot	Qu'elle qu'en soit l'origine, le titulaire du lot mettra en place les mesures nécessaires (filets, platelages...) et en assurera l'entretien et le démontage.	Lot concerné
Protection liée à la protection de tâches de plusieurs lots	Si l'origine est la configuration des locaux le ou les lots réalisant les travaux les plus en hauteur mettront en place les protections nécessaires.	Lot concerné
	Si l'origine est un retard, le titulaire du lot en retard mettra en place les protections nécessaires à la sécurité des autres lots.	Lot concerné

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
	Dans les deux cas, la fourniture, la mise en œuvre, l'entretien et le nettoyage avant démontage sont à la charge du lot utilisateur.	Lot concerné
Travaux de façade	Afin de permettre la mise en place d'un échafaudage permettant les travaux de façade, l'entrepreneur du lot n°1 gros œuvre préalablement à l'intervention des entreprises réalisant ces travaux, devra assurer le nivellement et les compactages des abords de façades sur toute la périphérie du bâtiment, où la nature du terrain le nécessite.	Lot charpente métal
Travaux polluants, générateurs de bruits, vapeurs dangereuses ou de poussières	Ces travaux seront dans la mesure du possible, réalisés dans les zones isolées. En cas d'impossibilité, il appartiendra à l'entreprise génératrice de ces nuisances de mettre en œuvre des moyens nécessaires à la mise en sécurité de ses employés et des autres intervenants. A cet effet, l'utilisation des dispositifs de protections collectives sera privilégiée plutôt que le recours aux protections individuelles. L'entreprise concernée devra également envisager la réalisation de ces travaux en horaire décalé, en dehors des horaires normaux de chantier. Dans cette optique, l'utilisation d'engins à moteurs thermiques sera à proscrire dans les locaux confinés, insuffisamment aérés, au profit de l'utilisation de matériel à moteur électrique.	Lot concerné
Interventions sur regard de visite	Le travail, sur ces ouvrages, consistant à retirer une protection collective, trappe ou une dalle, avant de les rehausser, l'entreprise aura à reconstituer cette protection collective dès son arrivée sur le site à l'aide : - d'un garde-corps si le personnel n'est pas amené à travailler dans l'ouvrage, - d'un garde-corps et de planchers de travail dans l'ouvrage si le personnel est amené à intervenir dans celui-ci Le mode de pose et de dépose des protections mises en place sera développé dans le P.P.S.P.S. de l'entreprise.	Les entreprises concernées
Traitement aux liants hydrauliques	Les opérateurs devront utiliser des équipements de protection individuels (E.P.I) pour la protection des voies respiratoires et les yeux. Les travaux seront réalisés sans grand vent et sans situation de co-activité avec d'autres entreprises. Toutes les mesures seront prises pour limiter les nuisances sur l'environnement proche.	Les entreprises concernées
Travaux de pose de canalisations	Les fouilles en tranchées exposent les salariés à des risques graves, et en particulier à des risques d'éboulement : - dans tous les cas pour une profondeur supérieure à 1.30 m et pour une largeur inférieure aux 2/3 de la hauteur - suivant la nature et l'état du terrain Le talutage des parois peut éviter l'utilisation de blindage, mais l'angle doit être défini en fonction de la nature du terrain, de sa cohésion et de sa teneur en eau. A défaut d'étude particulière, retenir un angle de 45°, soit au rapport de 1 pour 1. En fonction de la nature des travaux à réaliser, l'entrepreneur définira le mode d'étalement des fouilles adéquat.	Les entreprises concernées



Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
	<p>Pour le choix du matériel, il est recommandé d'obtenir des fabricants de blindage les renseignements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dimension et poids des différents éléments ; - résistance à la poussée des terres ; - mode d'emploi ; - Limites d'utilisation du matériel. <p>Pour les zones circulées, tenir compte des surcharges amenées par le déplacement des camions et engins à proximité de la fouille.</p> <p>En outre, l'entrepreneur déterminera le nombre de blindages nécessaires en fonction du chantier et s'assurera que les conditions de transport et de mise en place de ceux-ci sont compatibles avec les engins de transport et de manutention envisagés pour la réalisation du chantier.</p>	
Utilisation de lasers d'alignement	<p>Le laser d'alignement est un appareil qui émet une lumière amplifiée obtenue par l'émission stimulée d'un rayonnement électromagnétique.</p> <p>Il émet une lumière visible de couleur rouge très caractéristique.</p> <p>L'ensemble des personnes travaillant dans un chantier où un laser est utilisé doivent être informées des risques de lésion oculaires en cas d'exposition de l'œil afin qu'elles ne recherchent pas à fixer volontairement le rayonnement.</p> <p>Lors de l'utilisation de l'appareil, mettre en place le panneau normalisé signalant le fonctionnement du laser.</p> <p>Délimiter, et si possible interdire matériellement l'accès à la zone où une exposition accidentelle de l'œil est dangereuse. Celle-ci mesure environ 6.00 m dans l'axe du rayon.</p> <p>Ne pas manquer de former les nouveaux arrivants.</p>	Les entreprises concernées
Utilisation de gamma densimètres	<p>Le gamma densimètre est un appareil contenant une source radioactive close permettant de mesurer la compacité des matériaux.</p> <p>La possession et l'utilisation d'un gamma densimètre sont soumis à déclaration et autorisation spécifiques.</p> <p>Un suivi médical particulier est obligatoire pour le technicien opérateur.</p> <p>S'assurer que l'appareil est à jour des vérifications périodiques réglementaires et est en bon état de marche.</p> <p>S'assurer que l'opérateur est habilité et est à jour des visites médicales obligatoires.</p> <p>Mettre en place le panneau normalisé signalant la présence d'une source radioactive.</p> <p>Tenir éloigné de l'appareil toute personne n'ayant pas de rapport avec l'utilisation de celui-ci.</p> <p>Manipuler et transporter l'appareil avec précaution.</p>	Les entreprises concernées
Travaux divers	<p>Certains travaux sont susceptibles d'engendrer des risques, tant au niveau du salarié qui les exécute que du personnel situé à proximité de la zone. Les entreprises proposeront pour chacun d'eux, dans leurs PPSPS des mesures préventives. Elles pourront s'appuyer en cela sur les fiches éditées par l'OPPBTP.</p> <p>Les travaux suivants seront développés dans les PPSPS par les entreprises :</p>	Les entreprises concernées



Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
	<ul style="list-style-type: none"> - réalisation et repli de balisages sous circulation ; - travaux au voisinage de réseaux sous tension ; - pose et dépose de bordures ; - surélévation de regards ou de trémies ; - méthodologie de blindage ; - manutention des coques préfabriquées ; - pose et dépose de la signalisation routière. <p>Cette liste n'est pas exhaustive.</p>	
Engins de guerre	Lors des travaux d'infrastructure (décapage, terrassements,...) la découverte d'engins de guerre non explosés est à prendre en compte. Si tel était le cas, le chantier sera arrêté et la sécurité civile sera informée immédiatement.	Lot concerné

PREVENTION DES RISQUES LIES AUX MALADIES PROFESSIONNELLE

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Surdité professionnelle	<p>Le principal risque sur ce type de chantier est lié au bruit émis lors des travaux de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - démolition par B.R.H., par marteau piqueur, ... ; - sciage de l'enrobé existant, des bordures ou des dalles ; - rabotage des enrobés. <p>Les salariés concernés par ces travaux ou se trouvant à proximité seront équipés de protections individuelles spécifiques.</p> <p>L'entreprise qui exécute ces travaux de démolition ou de sciage mettra à disposition des salariés concernés les E.P.I. nécessaires.</p> <p>Chaque entreprise fournira à son personnel des protections adaptées au travail à réaliser.</p>	Les entreprises concernées
Prévention par vaccination du personnel	<p>La vaccination contre le tétanos est une mesure préventive minimale pour tous les corps d'état.</p> <p>En ce qui concerne celle pour la leptospirose, le choix appartient aux médecins du travail de chaque entreprise concernée.</p> <p>Leptospirose = maladie dont les vecteurs sont les rats et l'eau souillée.</p> <p>Les premiers signes pathologiques sont l'hémorragie du foie et une forme de typhoïde.</p>	Les entreprises concernées

FORTE CHALEUR

Lors des épisodes de forte chaleur

Alerte canicule Vert, Jaune, Orange, Rouge

- **Vert : sans vigilance particulière**
- **Jaune : un pic de chaleur, exposition de courte durée (1 ou 2 jours) à une chaleur intense présentant un risque santé.**



- Orange : une période de canicule et de chaleur intense et durable pour laquelle les indicateurs atteignent ou dépassent les seuils départementaux
- Rouge : une période de canicule extrême et exceptionnelle par sa durée, son intensité, son extension géographique qui présente un fort impact sanitaire.

Les entreprises doivent prendre des mesures de prévention en cohérence avec le décret du 27 mai 2025.

- l'adaptation des horaires de travail
- La suspension des tâches pénibles aux heures les plus chaudes.
- Ajustement des périodes de repos
- Ajustement des postes de travail pour amortir les effets des rayonnements solaire et l'accumulation de chaleur,
- Mise en place de dispositifs filtrants et occultants
- Mise en place de ventilation ou brumisation sur les postes de travail
- Augmentation du volume d'eau fraîche mise à disposition des travailleurs pour l'hydratation et le rafraîchissement
- Les employeurs devront fournir des équipements adaptés (vêtements respirants ou rafraîchissants, couvre-chefs, lunettes...)
- Les employeurs devront accorder une attention particulière aux travailleurs vulnérables,
- L'information et la formation des salariés sur les signes de coup de chaleur et les gestes à adopter est également rendue obligatoire
- La mise en place de protocoles de secours, notamment pour les personnes isolées

Tous les mesures canicules devront faire partie intégrante du document unique de l'entreprise et reprise dans le PPSPS

Solutions \ base vie



- Bungalow de chantier climatisé
- Douches

Les solutions d'ombrage



EPI anti-UV



Le marquage de l'oculaire



EPI anti-UV

EN 13758-2 - PROTECTION ULTRAVIOLETS



Vêtement de protection pour l'exposition au rayonnement solaire ultraviolet néfaste (UVA - UVB), indiqué par la valeur UPF (Ultraviolet Protection Factor) pour réduire le risque de dommages cutanés. Cela permet ainsi aux professionnels concernés de s'exposer tout en étant protégés. La performance du vêtement repose sur la couleur, l'épaisseur et l'opacité du tissu du produit. Elle diminue au fur et à mesure de l'usure, des lavages et de la distension. Plus la valeur UPF est élevée, meilleure la protection est relativement aux % barrière UV.

Protection categories

UPF* range	Protection	% UV blocking	Rating
15 - 24	Good	93,3 - 95,8%	15,20
25 - 39	Very good	96 - 97,4 %	25,30,35
40 - 50+	Excellent	97,5 - 98+%	40,45,50,50+

*UPF - Ultraviolet Protection Factor



Gilets haute visibilité rafraîchissants

Gilets rafraîchissants

Gilet haute visibilité ventilé



▲ Gilet haute visibilité ventilé - G-Heat -
www.g-heat.com
Environ 130 €



▲ Gilet rafraîchissant - G-Heat -
www.g-heat.com
Environ 100 €



▲ Gilet HV rafraîchissant - G-Heat -
www.g-heat.com
Environ 100 €



▲ Gilet rafraîchissant - G-Heat -
www.g-heat.com
Environ 100 €



▲ Gilet rafraîchissant - G-Heat -
www.g-heat.com
Environ 100 €



▲ Gilet de rafraîchissement - G-Heat -
www.g-heat.com
Environ 100 €



▲ Gilet rafraîchissant - G-Heat -
www.g-heat.com
Environ 100 €



▲ Gilet avec pack de rafraîchissement - G-Heat -
www.g-heat.com
Environ 100 €



▲ Gilet rafraîchissant - G-Heat -
www.g-heat.com
Environ 100 €

OPFBTP

Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier

RESPECT DES CONTRAINTES DU SITE

Les travaux seront exécutés à proximité de site en exploitation et fréquentés nécessitant que toutes mesures soient prises afin de préserver l'environnement. Chaque entrepreneur, sous couvert du maître d'œuvre, devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour réduire à leur minimum possible les gênes imposées aux usagers et aux riverains, notamment celles qui pourraient être causées par les difficultés d'accès, le bruit, les fumées, les poussières, etc.

Le public aura la priorité au voisinage des accès (sortie et entrée) du chantier.

Horaires de chantier imposés

Les horaires de déroulement de chantier imposés par le chef d'établissement en fonction du site en activité sont pour les jours ouvrés du lundi au vendredi, matin de 7h 30 à 12h 30 et après-midi de 13h 30 à 18h 00.

Horaires et contraintes de livraisons

Les horaires de livraison du chantier par les fournisseurs se feront dans les mêmes créneaux horaires que les horaires de chantier. La gestion de l'accès des fournisseurs se fera par des consignes dans un document accueil du fournisseur établi en annexe du PPSPS de l'entreprise d'accueil.

SITE EN EXPLOITATION

Pour des travaux de réhabilitation dans un établissement en activité, le risque incendie et l'évacuation des personnes en cas d'incendie sont à prendre en compte en priorité.

Risque incendie

Pour tout travail de soudage, ou risquant de provoquer des étincelles ou par point chaud, un permis de feu établi par le chef d'établissement devra être obligatoirement délivré avant toute intervention.

Un extincteur approprié au risque et à jour de ses vérifications sera maintenu à proximité de la zone d'intervention.

Il est interdit d'utiliser des produits inflammables dont le point éclair est inférieur à + 40° sinon, il n'y aura aucune co-activité pendant l'utilisation de produits à risques.

Evacuation des personnes en cas d'incendie

En cas de modification du plan d'évacuation en cas d'incendie (condamnation d'une issue de secours, réalisation d'un cloisonnement...), le bureau de contrôle ou la commission de sécurité donnera un avis

Dans les E.R.P., le plan d'installation de chantier sera soumis pour avis au chef d'établissement.

En fonction des travaux un nouveau plan d'évacuation sera réalisé en indiquant le point de rassemblement de l'établissement, l'accès pompiers, la circulation des personnes...

EXPLOITATIONS ET CHANTIERS LIMITROPHES OUVERTS OU PREVUS

Une concertation des maîtres d'ouvrage sera nécessaire pour régler d'éventuelles interférences au niveau des appareils de levage si d'autres chantiers venaient à démarrer à proximité immédiate du site.

Mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant

NETTOYAGE DU CHANTIER

Règles générales de nettoyage du chantier



- Des bennes à déchets seront installées sur le chantier pour l'ensemble des travaux tels que définis au **paragraphe conditions de stockage, d'élimination, d'évacuation des déchets et décombres** du présent PGC.
- Chaque entreprise devra nettoyer et évacuer ses gravats quotidiennement jusqu'à la benne mise à disposition. Les déversements par les ouvertures, ainsi que tous les types de stockage « sauvage » sont proscrits du site.
- Les dessertes des bungalows seront maintenues en état de parfaite propreté et libre de tout encombrement de quelque nature que ce soit.
- Les roues des engins et camions devront être nettoyées au jet d'eau avant de sortir du chantier.
- Un lave roues pourra être installé en limite de chantier sur demande du coordonnateur SPS.

DEMARCHE ENVIRONNEMENTALE, TRI DES DECHETS

Objectifs

L'objectif environnemental pour cette opération est de : « **Limiter les impacts environnementaux dus aux chantiers** »

Outre les opérations relatives au tri des déchets, telles que définies, l'objectif ne sera atteint que si un choix judicieux des produits mis en œuvre est effectué au début du projet.

L'utilisation de matériaux offrant une réelle aptitude au recyclage et le moins polluant possible sont à privilégier dans les dispositions constructives.

D'autre part, l'élaboration d'un **Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets** (S.O.G.E.D.) par chaque entreprise permettra de gérer méthodiquement les déchets, de la production jusqu'à l'élimination.

Trame d'élaboration d'un S.O.G.E.D. :

- Engagement de l'entreprise pour limiter les impacts environnementaux
- Obligation de désigner un responsable environnemental par entreprise
- Moyens mis en œuvre pour limiter la production de déchets sur le chantier
- Définition préliminaire du niveau de tri sur et hors site (DI – DIB – DIS autres)
- Quantités approximatives prévisionnelles de production de déchets
- Contenants mis à disposition et rotations d'évacuation prévues
- Centres de stockage, de regroupement, ou de recyclage vers lesquels seront acheminés les déchets
- Moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui seront mis en place pendant les travaux
- Moyens matériels et humains mis en œuvre pour assurer la gestion des déchets



8 ENGAGEMENTS pour des chantiers à faibles nuisances

Maître d'ouvrage, maître d'œuvre et entreprises présents sur ce chantier s'engagent à :

1. Organiser et sécuriser le chantier et ses abords



2. Limiter les risques sur la santé du personnel



3. Limiter les pollutions du milieu environnant



4. Informer et prendre en compte les remarques des riverains



5. Informer le personnel de chantier



6. Limiter les nuisances causées aux riverains



7. Réduire, réutiliser et recycler les déchets



8. Préserver le patrimoine archéologique et naturel



Renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des personnels ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière

ORGANISATION DES SECOURS

L'objectif sera d'organiser les premiers secours sur le chantier rapidement avant l'arrivée des secours extérieurs.

Ainsi, chaque entreprise intervenante devra prévoir une trousse de premiers secours sur le chantier.

Elle pourra être détenue dans le véhicule de chantier.

Lors d'un accident grave, le déplacement de la victime ne peut être envisagé, la consigne générale en cas d'accident sera la suivante :

Appeler : MARIN- POMPIERS 04 22 42 20 18

en donnant les informations suivantes :

1. ICI CHANTIER La Ligurienne en face de la caserne des marins-pompiers.
2. PRÉCISER LA NATURE DE L'ACCIDENT
3. SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSES ET LEUR ÉTAT
4. DECRIVEZ L'INTERVENTION DU SECOURISTE
5. FIXER UN POINT DE RENDEZ-VOUS, envoyez quelqu'un à ce point pour guider les secours ;
6. NE RACCROCHEZ PAS LE PREMIER, faites répéter le message

Les voies de circulation devront toujours être dégagées pour faciliter le déplacement des véhicules de secours. « L'accueil » des secours médicaux spécialisés devra être réalisé dès l'entrée du chantier afin de faciliter le déroulement de l'opération.

L'appel des secours pourra être envisagé à partir du téléphone du chantier, l'affichette OPPBTP, « EN CAS D'ACCIDENT » dûment complétée sera apposée à proximité du combiné pour faciliter les instructions données par téléphone.



SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL (SST)

Chaque entreprise, conformément à l'article R. 4224-15 du code du travail, devra dans ses équipes de travail, disposer de salariés sauveteurs secouristes du travail (SST) formés et recyclés depuis moins d'un an (1 pour 20).

Il y aura sur le chantier en permanence au moins un secouriste du travail.

Dans le cas contraire, des sauveteurs secouristes du travail devront être formés.

Chaque sauveteur devra clairement être identifié par un autocollant apposé sur le casque ou par un badge spécial.



INFIRMERIE

Une infirmerie est installée dès que l'effectif du personnel sur le chantier atteint 200 personnes.

1 infirmier est requis pour un effectif de 200 à 800 salariés, et 1 infirmier de plus par tranches de 600 salariés.

L'équipement de l'infirmerie est à déterminer en accord avec le médecin du travail.

DISPOSITIONS EN CAS DE TRAVAIL ISOLE

Lors d'opérations ou travaux dangereux, nécessitant une surveillance :

- Utilisation des équipements de travail servant au levage de charges ;
- travaux temporaires en hauteur sous EPI ;
- travaux en galerie souterraine ou au fond d'un puits ;
- emploi des explosifs ;
- travaux sous tension ;
- travaux en milieu hyperbare ;
- ascenseurs, monte-charge ;

L'intervention ne devra jamais être effectuée par une personne seule, afin de pouvoir déclencher les secours dans un temps compatible avec la préservation de sa santé.

RISQUE INCENDIE

Si les entreprises décident d'utiliser des produits présentant un risque incendie (définis dans le PPSPS), le coordonnateur SPS désignera les zones de stockage particulières.

Les locaux suivants devront être équipés d'un extincteur portatif :

- locaux de stockage ;
- vestiaires ;
- réfectoire.

Le matériel fera l'objet d'une vérification annuelle.

Les travaux suivants devront être réalisés avec des extincteurs à proximité :

- travaux de soudage ;
- utilisation de produits inflammables (peintures...).

Le numéro d'appel des SAPEURS POMPIERS est le 18.

Il relève de la responsabilité de chaque chef d'entreprise de former ses salariés à l'utilisation des extincteurs.

Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs, ou travailleurs indépendants

Suivant article R. 4532-6 du code du travail :

Afin notamment d'assurer au coordonnateur SPS l'autorité et les moyens nécessaires au bon déroulement de sa mission, le maître d'ouvrage prévoit, dès les études d'avant-projet de l'ouvrage, la coopération entre les différents intervenants dans l'acte de construire et le coordonnateur SPS.

Les modalités pratiques de cette coopération font l'objet d'un document joint aux contrats conclus avec les différents intervenants.

ENTREPRISES DESIGNÉES PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE

Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
<p>Les principales obligations des entreprises désignées par le maître d'ouvrage :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Respecter et appliquer les principes généraux de prévention phase préparation de chantier, pendant les travaux et les levées de réserves ; - Rédiger et tenir à jour les PPSPS, les transmettre aux organismes de prévention inspection du travail, CARSAT/CRAM et OPPBTP (pour le lot gros oeuvre ou lot principal ou lots présentant des risques particuliers), au coordonnateur SPS ou au maître d'ouvrage et les conserver pendant 5 ans à compter de la réception de l'ouvrage ; - Participer et laisser participer les salariés au CISSCT pour les opérations de 1ère catégorie. - Respecter les obligations résultant du Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé ; - Viser le Registre Journal et lever les observations ou répondre aux notifications du coordonnateur SPS ; - Fournir l'ensemble des documents nécessaires à la finalisation du D.I.U.O. avant la réception des travaux ; - Participer à toutes réunions organisées par le coordonnateur SPS ; - Déclarer et faire agréer son sous-traitant par le maître de l'ouvrage afin d'établir un contrat de sous-traitance conformément à la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance. 	<p>Toutes les entreprises désignées par le Maître d'ouvrage</p>	<ul style="list-style-type: none"> - art. L. 4121-1 à L. 4121-5, L. 4531-1, L. 4531-2 et L. 4534-1 - art. L.4532-9 et R. 4532-57 à 76 - art. L. 4532-10 à L. 4532-15 et 4532-80 à 94 - art. L.4531-1 à L. 4531-18 - art. R. 4532-38 - art. R. 4532-95

VISITE D'INSPECTION COMMUNE

Toute entreprise titulaire ou sous-traitante, quel que soit son rang, préalablement à l'élaboration de son PPSPS ou PPSPS simplifié et à son intervention sur le chantier doit procéder à une visite d'inspection commune avec le coordonnateur SPS.

Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
<p>La demande de visite d'inspection commune est effectuée par l'entreprise désignée par le maître de l'ouvrage avant toute intervention sur le chantier et avant élaboration du PPSPS.</p> <p>L'entreprise demandera au coordonnateur SPS un rendez-vous pour la visite d'inspection commune au plus tard deux semaines avant son intervention sur le site.</p> <p>Le coordonnateur SPS confirmera en retour la date de la visite d'inspection commune prise d'un commun accord.</p> <p>Un imprimé modèle de demande de rendez-vous pour une VIC est joint en annexe au présent P.G.C.</p> <p>Au cours de cette visite d'inspection commune sont en particuliers précisés, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter :</p>	<p>Toutes les entreprises désignées par le Maître d'ouvrage avec le coordonnateur SPS</p>	<p>En application de l'article R. 4532-13</p>



Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
<ul style="list-style-type: none"> - les consignes à observer et à transmettre ; - les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération. <p>Cette inspection commune est réalisée obligatoirement avant remise du PPSPS.</p>		

ETABLISSEMENT D'UN PPSPS

Les entreprises désignées par le maître de l'ouvrage doivent rédiger un Plan Particulier de Sécurité pour la Protection de la Santé (PPSPS), avant toute intervention sur le chantier.

Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
<p>L'entreprise établit le PPSPS, préalablement aux travaux, dans un délai d'au moins 30 jours à compter de la réception du contrat signé par le Maître d'Ouvrage pour les lots principaux ou pour les marchés de travaux entrant en totalité ou partiellement dans la liste des travaux à risques particuliers, 8 jours pour les autres lots.</p> <p>L'établissement du PPSPS est précédé obligatoirement par une visite d'inspection commune avec le coordonnateur SPS.</p> <p>L'objet réel du PPSPS ou du PPSPS simplifié est de réaliser une analyse de risques générés par l'activité réelle de travail :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des autres entreprises, du chantier et de son environnement ; - de l'entreprise sur les autres intervenants ; - de l'entreprise sur ses propres salariés. 	<p>Toutes les entreprises désignées par le Maître d'ouvrage</p>	<p>En application des articles L. 4532-8 et L. 4532-9</p>

DIFFUSION DES PPSPS

Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
<p>La diffusion du PPSPS est la suivante :</p> <p>⇒ 1 exemplaire est adressé pour avis au Coordonnateur SPS :</p> <p>DEKRA Industrial ACT CSPS COTE D'AZUR Bâtiment Les Pléiades 417, Route de La Farlède 83130 LA GARDE</p> <p>Après avis, un exemplaire devra être remis au coordonnateur SPS :</p> <p>⇒ 1 exemplaire au maître d'ouvrage ;</p> <p>⇒ 1 exemplaire doit être tenu en permanence à jour sur le chantier pour consultation par l'inspection du travail, la CARSAT/CRAM, l'OPPBTP, la médecine du travail, les membres du CISSCT pour les opérations de 1^{ère} catégorie, CHSCT ou les délégués du personnel.</p> <p>⇒ 1 exemplaire est adressé, avant toute intervention sur le chantier, à l'inspection du travail, au service prévention de la CARSAT / CRAM et à l'OPPBTP :</p> <ul style="list-style-type: none"> • pour les entreprises chargées du gros œuvre ou du lot principal ; • pour l'entreprise appelée à exécuter des travaux présentant des risques particuliers suivant la liste fixée à l'arrêté du 25 février 2003. 	<p>Toutes les entreprises désignées par le maître d'ouvrage, y compris les sous-traitants quel que soit leur rang</p>	<p>En application des articles R. 4532-70 et R. 4532-71</p>



OBSERVATIONS DU COORDONNATEUR SPS

<i>Modalités pratiques de coopération</i>	<i>à charge</i>	<i>code du travail</i>
<p>Le coordonnateur SPS accuse réception du PPSPS sur le registre journal de la coordination SPS.</p> <p>Il note également sur le registre journal les observations éventuelles concernant le PPSPS, et diffuse une copie de ces observations aux entreprises concernées.</p> <p>Le Maître d'Oeuvre peut pour sa part, accuser réception des PPSPS et noter ses observations sur les comptes rendus de réunion de chantier.</p>	<p>Coordonnateur SPS</p> <p>Maître d'Oeuvre</p>	<p>Articles R. 4532-13</p>

HARMONISATION DES PPSPS ET LEUR MISE A JOUR

<i>Modalités pratiques de coopération</i>	<i>à charge</i>	<i>code du travail</i>
<p>Le Coordonnateur SPS établit les observations sur les PPSPS faisant ressortir les points pour lesquels une harmonisation est nécessaire.</p> <p>Il consigne par écrit les conclusions de ces observations sur le registre journal de la coordination SPS, et en diffuse copie au maître d'oeuvre et aux entreprises concernées.</p> <p>Ces entreprises devront alors mettre à jour leur PPSPS en conséquence, et diffuser cette mise à jour.</p>	<p>Coordonnateur SPS</p>	<p>En application de l'article R. 4532-48</p>

MISE A JOUR DU PGC

Le coordonnateur SPS complète et adapte le PGC ou en fonction de l'évolution du chantier

<i>Modalités pratiques de coopération</i>	<i>à charge</i>	<i>code du travail</i>
<p>Le plan général de coordination est complété et adapté en fonction de l'évolution du chantier et de la durée effective à consacrer aux différents types de travaux ou phases de travail.</p> <p>A partir de l'harmonisation des PPSPS, le coordonnateur SPS, en accord avec le maître d'oeuvre, juge de la nécessité de mettre à jour le Plan Général de Coordination SPS.</p> <p>S'il y a lieu, cette mise à jour sera effectuée par le coordonnateur SPS, et diffusée aux intervenants du chantier.</p> <p>Cette mise à jour sera enregistrée sur le registre journal de la coordination.</p> <p>La mise à jour du PGC, est présentée aux intervenants et commentée lors des réunions de coordination SPS, ainsi qu'à l'occasion des réunions du CISSCT (opérations de 1^{ère} catégorie).</p>	<p>Coordonnateur SPS</p>	<p>Articles R. 4532-47 et 48</p>

SOUS-TRAITANT

Le sous-traitant, quel que soit son rang, a les mêmes obligations que l'entrepreneur titulaire : visite d'inspection commune et établissement du PPSPS avant toute intervention sur le chantier.

<i>Modalités pratiques de coopération</i>	<i>à charge</i>	<i>code du travail</i>
<p>L'entreprise titulaire du marché a l'obligation de remettre le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et Protection de la Santé à son sous-traitant, ainsi qu'un document précisant les mesures d'organisation générale qu'il a lui-même retenues en matière d'hygiène et de sécurité.</p> <p>Ce document pourra être son propre PPSPS.</p> <p>A partir de ce document, le sous-traitant établit son propre PPSPS.</p> <p>Le sous-traitant dispose de 30 (trente) jours à compter de la réception du contrat signé par l'entrepreneur titulaire du marché pour établir son PPSPS.</p> <p>Ce délai est ramené à 8 (huit) jours pour les travaux du second oeuvre lorsqu'il s'agit d'une opération de bâtiment ou pour les lots ou travaux accessoires dans le cas d'une opération de génie civil, dès lors que ceux-ci</p>	<p>Sous-traitants déclarés et agréés par le maître d'ouvrage</p>	<p>Article R. 4532-60</p>



Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
n'entrent pas dans la prévision de la liste fixée à l'arrêté du 25 février 2003 (travaux comportant des risques particuliers).		

TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

Les travailleurs indépendants sont soumis aux règles essentielles de sécurité applicables sur les chantiers suivant les dispositions issues de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993.

Ces obligations sont précisées par les décrets 95-607 et 95-608 du 6 mai 1995 applicables depuis le 1^{er} janvier 1997.

Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
Les travailleurs indépendants sont soumis aux mêmes dispositions que les autres entreprises intervenantes sur le chantier. Ils ont donc obligation d'effectuer une visite d'inspection commune et établir leur PPSPS avant toute intervention sur le chantier.	Travailleurs indépendants	Article R. 4535-1 et 4535-2

TRAVAIL DISSIMULE

D'une manière générale, selon la loi n° 97-210 du 11 mars 1997, toute entreprise mettant du personnel sur un chantier devra être en règle vis-à-vis du droit du travail et fournira :

- son immatriculation à l'URSSAF en produisant une attestation de fournitures de déclarations sociales datant de moins d'un an ;
- son immatriculation au RCS en produisant un extrait K-bis ;
- une attestation sur l'honneur de bonne application des articles L. 3243-1, L. 3243-1, L. 3243-4, L.3231-8, L. 1221-10, L. 1221-13 et L. 1221-15, (respect du droit du travail) et L.8251-8, L.8252-1 et L.8252-2 (régularité de la situation des salariés de nationalité étrangère) du code du travail.

Les entreprises certifieront que le personnel qu'ils emploient sur le chantier est en règle vis-à-vis des dispositions légales et réglementaires relatives à l'emploi de main d'œuvre.

PRET DE MAIN D'OEUVRE

Le prêt de main d'œuvre entre entreprises est soumis aux conditions légales exprimées dans le Code du travail, notamment les articles L.1251-1 et suivants (travail temporaire), L.8231-1 et suivants (marchandage), L.1253-1 et suivants (groupement d'employeurs), L.1221 et suivants (déclaration préalable à l'embauche), et L.8221-1 et suivants (travail dissimulé).

Le prêt de main d'œuvre à but lucratif est exclusivement réservé aux entreprises de travail temporaire.

Entre entreprises, il est réservé à celles qui pour des conditions d'intempéries ou insuffisance d'activité, ne peuvent employer leur propre personnel et, de ce fait, le « prête » à des entreprises qui ne sont pas confrontées aux mêmes problèmes. Dans ce cas, l'entreprise prêteuse ne devra pas réaliser de profit sur cette opération. Seuls peuvent être facturés les salaires versés, les charges sociales afférentes, et les frais professionnels remboursés.

Le prêt de main d'œuvre doit faire l'objet d'un contrat, il comportera au minimum les éléments suivants :

- Nom, prénom, qualification, attestation médicale des employés prêtés.
- Heures de présence et emploi sur le chantier.
- L'identité du responsable de l'entreprise utilisatrice qui aura à gérer le personnel sur le site.

La non présentation de ce dossier obligera le coordonnateur SPS à demander au maître d'ouvrage l'interdiction de la prestation du personnel de l'entreprise prêteuse, ainsi qu'une diffusion de l'information vers l'inspection du travail.

RECENSEMENT DES ACCIDENTS DU TRAVAIL

Chaque entreprise titulaire transmettra au coordonnateur SPS, en début de chaque mois, une fiche de recensement des accidents du travail en prenant en compte les travaux sous-traités.



Collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (CISSCT)

Le projet de règlement du CISSCT est élaboré par le coordonnateur SPS en phase conception.
Il doit être joint aux documents du DCE adressé par le Maître d'ouvrage aux entrepreneurs.

Le CISSCT doit être constitué par le maître d'ouvrage 21 jours avant le début effectif des travaux.

Sur l'initiative du président du CISSCT, le collège est réuni pour adopter le règlement.
Le CISSCT est présidé par le Coordonnateur SPS de la phase réalisation.

Le projet de règlement du CISSCT est joint en annexe du présent PGC.

Annexe(s)

(Liste à compléter selon besoins)

- Annexe 1 : Liste des lots, entreprises désignées par le maître de l'ouvrage
- Annexe 2 : Règlement CISSCT
- Annexe 3 : Projet de DHOL
- Annexe 4 : Liste des personnels
- Annexe 5 : Eléments pour établissement des consignes
- Annexe 6 : Consignes aux grutiers
- Annexe 7 : Trame PPSPS



<p align="center">ANNEXE 1</p> <p align="center">LISTE DES LOTS ET/OU ENTREPRISES</p> <p align="center">DESIGNES PAR LE MAITRE DE L'OUVRAGE</p>
--

- Liste des lots, entreprises désignées par le maître d'ouvrage

<i>Lots</i>	<i>Titulaire ou ST</i>	<i>Entreprises</i>	<i>Représentant</i>	<i>Téléphone Fax mail</i>
Lot 01 Désamiantage / Démolition	T			
Lot 02 Gros oeuvre	T			
Lot 03 Echafaudage / Maçonnerie / Pierre de taille	T			
Lot 04 Charpente bois	T			
Lot 05 Charpente métallique / Couverture / Bardage	T			
Lot 06 Etanchéité	T			
Lot 07 Menuiseries bois intérieures extérieures	T			
Lot 08 Menuiseries extérieures acier et serrurerie	T			
Lot 09 Cloisons / Doublage / Sols / Peinture	T			
Lot 10 CVC	T			



<i>Lots</i>	<i>Titulaire ou ST</i>	<i>Entreprises</i>	<i>Représentant</i>	<i>Téléphone Fax mail</i>
Lot 11 Electricité CFO / CFA	T			
Lot 12 Ascenseur	T			
Lot 13 VRD	T			
Lot 14 Cloisons isothermes / Froid cuisine	T			



Annexe 2 : Règlement CISSCT

REGLEMENT DU COLLEGE
INTERENTREPRISE, DE SECURITE, DE
SANTE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

CISSCT

RESTAURANT LA LIGURIENNE - TOULON

Base navale de Toulon

83000 TOULON



DEKRA Industrial
Bâtiment Les Pléiades
417, Route de La Farlède
83130 LA GARDE

Tél 04.72.78.44.58

Affaire n° : 5414115A

Coordonnateurs SPS

Conception: SEBASTIEN TOURNASSAT

Réalisation: SEBASTIEN TOURNASSAT

Modifications et évolutions du règlement du CISSCT

<i>Date</i>	<i>Indice</i>	<i>Modifications apportées</i>
10/12/2025	A	Version initiale

Document annexé au PGC



Sommaire

Article 1 : Constitution et durée	57
Article 2 : Missions	57
Article 3 : Responsabilités	57
Article 4 : Composition	57
• Le collège comprend :	57
- des membres ayant voix délibérative :	57
- des membres ayant voix consultative :	57
- des participants à titre consultatif :	57
Article 5 : Fonctionnement du Collège	57
• Attributions du président	58
• Réunions du collège	58
Réunion constitutive :	58
Première réunion :	58
Périodicité des réunions :	58
• Convocations aux réunions	58
• Adoption des décisions	58
Article 6 : Procédures propres à assurer le respect des règles communes relatives à la sécurité, à la santé et aux conditions de travail	58
Article 7 : Conditions de la vérification de l'application des mesures prises par le coordonnateur SPS ou par le collège	59
Article 8 : Procédure de règlement de difficulté	59



ARTICLE 1 : CONSTITUTION ET DUREE

Un **Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail** (CISSCT) est constitué conformément à l'Article L. 4532-10 du code du travail sur le chantier :

RESTAURANT LA LIGURIENNE - TOULON
Base navale de Toulon
83000 TOULON

Sauf cas particulier précisé dans les contrats ou soumis à l'approbation du collège, le maître d'ouvrage prononce sa dissolution à la réception des travaux.

ARTICLE 2 : MISSIONS

Les missions du collège, définies par l'article L 4532-13 et découlant des articles R. 4532-85 et 86, R. 4532-88 et 89 du code du travail, seront les suivantes :

- Définir, notamment sur proposition du coordonnateur SPS, certaines règles communes destinées à assurer le respect des mesures de sécurité et de protection de la santé applicables aux chantiers ;
- Vérifier que l'ensemble des règles prescrites soit par le collège, soit par le coordonnateur SPS, est effectivement mis en œuvre ;
- Examiner, en tant que de besoin, la formation et l'information des salariés dispensées par les entreprises ;
- Décider de formations à la sécurité complémentaires à celles dispensées par les entreprises ;
- Examiner les questions relevant de la compétence du collège, posées par écrit par les membres du collège et portées à l'ordre du jour par le président ;
- Examiner les causes de tout accident ayant eu ou ayant pu avoir des conséquences graves.

ARTICLE 3 : RESPONSABILITES

L'intervention du CISSCT ne modifie pas la nature et l'étendue des responsabilités qui incombent aux participants à l'opération, en application des autres dispositions du code du travail, ni les attributions des institutions représentatives du personnel compétentes en matière d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail.

ARTICLE 4 : COMPOSITION

Le collège comprend :

- des membres ayant voix délibérative :

- le coordonnateur SPS de réalisation, président du collège ;
- le coordonnateur SPS de conception, s'il est différent ;
- le maître d'œuvre ;
- le chef, ou son représentant habilité, de chacune des entreprises intervenant sur le chantier et tenue de participer aux travaux du collège.

- des membres ayant voix consultative :

- pour chacune des entreprises intervenant sur le chantier et tenue de participer aux travaux du collège, un salarié effectivement employé sur le chantier, désigné par le Comité Social Economique, ou à défaut, par les délégués du personnel ou, en leur absence, choisi par les membres de l'équipe appelée à intervenir sur le chantier.

- des participants à titre consultatif :

- les représentants de l'autorité administrative compétente en matière d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ;
- les représentants de l'organisme professionnel d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail constitué dans la branche d'activité du bâtiment et des travaux publics ;
- les représentants des organismes de sécurité sociale compétents en matière de prévention des risques professionnels ;
- les médecins du travail.

ARTICLE 5 : FONCTIONNEMENT DU COLLEGE



Attributions du président

Le Président :

- convoque les membres du collège et les participants aux réunions ;
- arrête l'ordre du jour des réunions ;
- préside les réunions avec voix prépondérante ;
- fait adopter le projet de règlement par le CISSCT et le transmet conformément aux textes ;
- rédige et diffuse les procès-verbaux des réunions ;
- consigne les procès-verbaux des réunions dans le registre du CISSCT prévu à cet effet ;
- représente le collège à l'égard des tiers et a autorité, le cas échéant, sur le personnel mis à la disposition du collège ;
- répond par écrit aux questions posées par les membres des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ou, à défaut, les délégués du personnel des établissements appelés à intervenir sur le chantier et en informe les membres du collège.

Réunions du collège

Réunion constitutive :

Le collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail est constitué par le maître d'ouvrage au plus tard vingt et un jours avant le début des travaux. Cette constitution peut donner lieu à une réunion constitutive à laquelle sont convoqués les membres et participants au collège connus à la date de convocation.

Première réunion :

Le collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail se réunit pour la première fois, sur convocation de son président, dès que deux entreprises au moins, sont effectivement présentes sur le chantier.

L'ordre du jour de cette réunion comprend l'adoption du règlement du CISSCT, à moins que cette adoption n'ait eu lieu à l'occasion de la réunion constitutive ainsi que l'établissement du calendrier prévisionnel des réunions.

Périodicité des réunions :

La périodicité des réunions plénières est fixée à 3 mois.

Elle pourra être réduite à certains moments, sur proposition du président, si l'importance et la nature des travaux le justifient.

Chaque réunion est précédée d'une inspection de chantier.

En outre, des réunions pourront avoir lieu en dehors des dates initialement arrêtées, sur convocation de son président,

- à la demande de la majorité des représentants ayant voix délibérative ;
- à la demande motivée du tiers des membres représentant les salariés ;
- à la suite de tout accident ayant eu ou ayant pu avoir des conséquences graves.

Convocations aux réunions

Sauf en cas de réunion d'urgence, les convocations écrites sont adressées au plus tard, 15 Jours avant la réunion, à tous les membres du collège et aux participants.

L'ordre du jour, arrêté par le président, ainsi que, le cas échéant, le procès-verbal de la réunion précédente, sont annexés à la convocation.

Adoption des décisions

Les décisions du CISSCT sont adoptées à la majorité des membres présents ayant voix délibérative. En cas de partage des voix, celle du président emporte la décision.

Les décisions du CISSCT sont immédiatement exécutoires et, sauf spécifications contraires, s'appliquent à toutes les entreprises concernées présentes sur le chantier, ainsi qu'à celles qui y arriveront ultérieurement.

ARTICLE 6 : PROCEDURES PROPRES A ASSURER LE RESPECT DES REGLES COMMUNES RELATIVES A LA SECURITE, A LA SANTE ET AUX CONDITIONS DE TRAVAIL

Outre l'inspection du chantier précédant la réunion du collège, les procédures propres à cette opération sont les suivantes :

.....

.....

Le CISSCT pourra adopter, en cours de chantier, des procédures complémentaires en fonction des règles communes, que sera amené à définir le collège en cours de chantier, notamment sur proposition du coordonnateur SPS.



Le collège pourra voter le recours à un animateur sécurité sur le chantier, dont la charge sera répartie entre les entreprises.

L'animateur sécurité ne pourra exister sur le chantier qu'à la demande et après vote des entreprises présentes et ce, pour une durée fixée par les entreprises.

Les fonctions techniques ou administratives assumées par l'animateur sécurité sont les suivantes :

- Visiter le chantier et signaler aux responsables des entreprises concernées et au coordonnateur SPS, tout manquement observé aux mesures de prévention prescrites par la réglementation ou adoptées par le Collège ou même, simplement, prévues au plan PPSPS.
- Etudier avec eux, si besoin est, les mesures et dispositions à prendre en exécution de ces prescriptions ;
- Attirer l'attention des entreprises du chantier sur l'application des règles et emplois des dispositifs de sécurité ;
- Conseiller toutes mesures utiles à la santé des travailleurs et, plus spécialement, à la prévention des maladies professionnelles ;
- Participer à l'étude préalable à la mise en harmonie des PPSPS des entreprises effectuée par le coordonnateur SPS ;
- S'assurer que chaque entreprise applique bien les dispositions prévues à son plan particulier de sécurité ;
- Veiller à l'exécution de toutes les décisions prises par le collège ;
- Suggérer au président de provoquer, pour les travaux complémentaires non initialement prévus, la coordination des mesures de sécurité entre les entreprises intéressées ;
- Assurer la diffusion des affiches et consignes de sécurité ;
- Organiser les différentes manifestations préconisées par le collège pour la formation du personnel du chantier en matière de sécurité : enseignement du secourisme, exercice de lutte contre l'incendie... ;
- Proposer au collège toutes dispositions nouvelles qui lui paraîtraient nécessaires ;
- Collecter et transmettre au président, après annotation, les rapports d'accidents corporels établis par les entreprises en vue d'un examen en réunion du collège ;
- Dresser et tenir à jour les statistiques accidents ;
- Participer aux enquêtes de l'OPPBTP à la suite des accidents graves ;
- Présenter, sur demande du président, le compte-rendu de son activité depuis la réunion plénière précédente du collège ;
- Fournir à l'entité support et aux entreprises qui en feraient la demande, les éléments de base nécessaire au règlement et à la ventilation des dépenses dans le cas où il serait intervenu dans l'engagement de ces dépenses au nom et sur ordre du collège.

L'agent de sécurité n'a aucun pouvoir de commandement à l'égard du personnel des entreprises et ne peut, ni ne doit, se substituer à celles-ci en ce qui concerne l'exécution des mesures de sécurité.

Toutefois, chaque entreprise est réputée avoir habilité l'agent de sécurité pour qu'il puisse intervenir directement auprès du président pour parer à tout risque immédiat d'accident.

Dans le cas d'une telle intervention, les mesures arrêtées par le Président seront à la charge de l'entreprise dont la carence est à l'origine du risque constaté.

ARTICLE 7 : CONDITIONS DE LA VERIFICATION DE L'APPLICATION DES MESURES PRISES PAR LE COORDONNATEUR SPS OU PAR LE COLLEGE

Pour cette opération, la vérification de l'application des mesures prises par le coordonnateur SPS ou par le collège se fera dans les conditions suivantes :

.....
.....

Le CISSCT pourra adopter en cours de chantier, notamment sur proposition du coordonnateur SPS, des conditions de vérifications complémentaires.

ARTICLE 8 : PROCEDURE DE REGLEMENT DE DIFFICULTE

Tout différend entre les membres du CISSCT fera l'objet d'une tentative de conciliation par le président du collège.

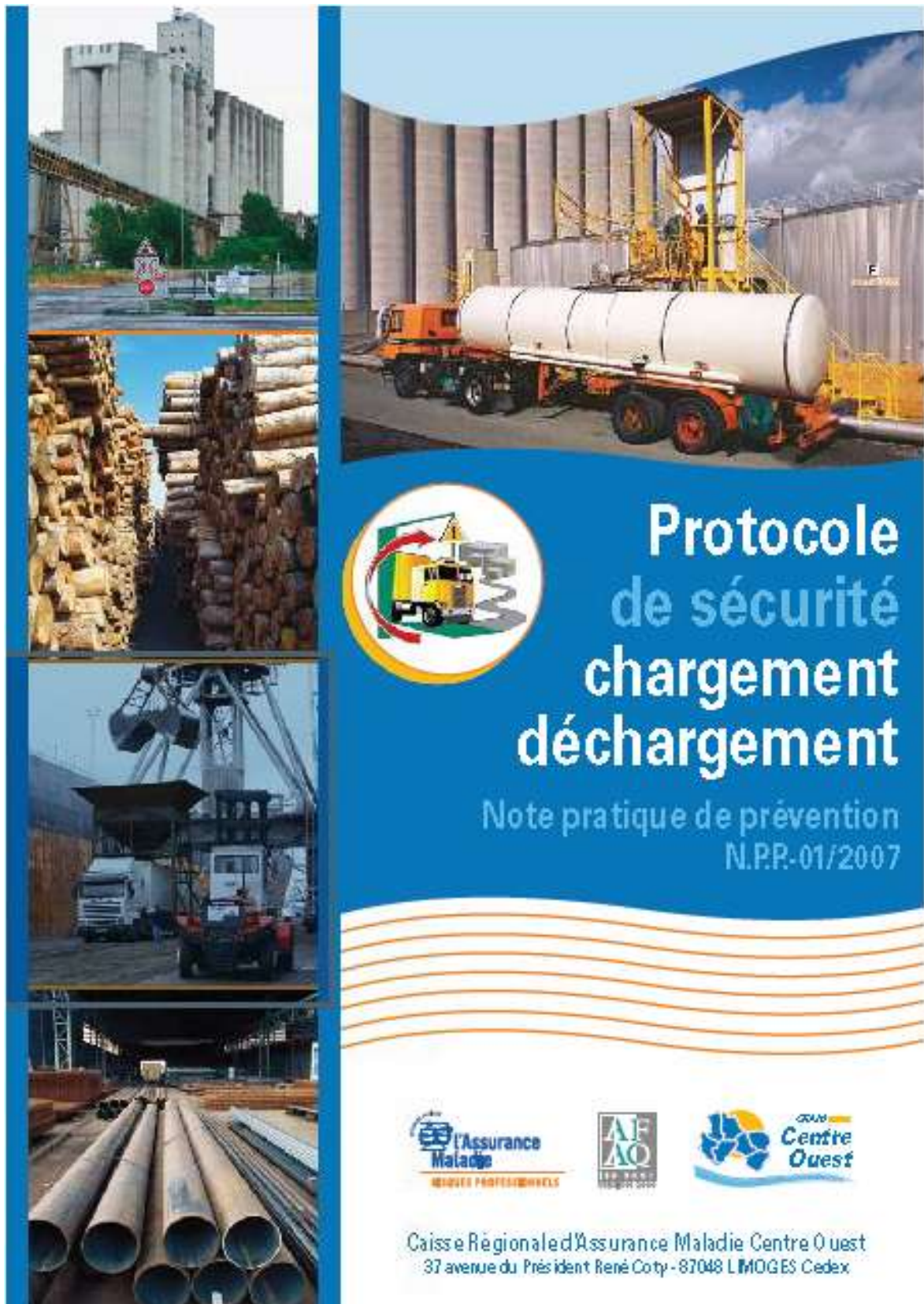
Tout différent, qui persisterait à l'issue de cette tentative, sera soumis à l'arbitrage du maître d'ouvrage. En cas de persistance, le litige est porté au registre journal du CISSCT, sans préjudice des règles générales prévues par les contrats en matière de règlement des litiges.



ANNEXE 3

PROTOCOLE DE CHARGEMENT / DECHARGEMENT

Aide pour l'élaboration d'un protocole chargement / déchargement et adéquation des moyens de levage et de manutention



Ensemble, réduisons les accidents du travail

Le transport routier de marchandises apparaît comme un des secteurs où les accidents du travail sont les plus fréquents (deux fois supérieurs à la moyenne nationale). 70% des accidents surviennent véhicule à l'arrêt, au cours d'opérations de chargement et/ou de déchargement dans une entreprise d'accueil.

La prévention passe par l'évaluation des risques de toutes natures générés par l'opération, l'échange d'informa-

tions entre les partenaires et la coordination des mesures de prévention.

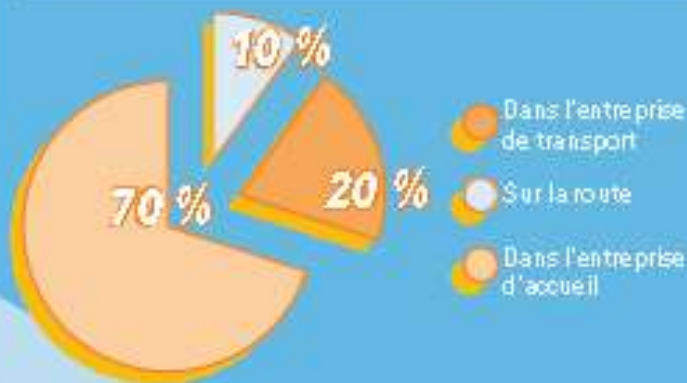
**Moyen utilisé :
le protocole de sécurité**

La concertation entre l'entreprise d'accueil et le transporteur est essentielle pour la qualité de la prestation, et pour la sécurité des personnels lors des opérations de chargement et de déchargement.



Opération de déchargement de marchandises d'un poids lourd à quai dans une entreprise d'accueil

**Répartition des accidents
du travail en fonction du lieu de l'accident**



Protocole de

Dans ce document, vous trouvez des explications et des recommandations pour mettre en œuvre des mesures de prévention et faciliter la rédaction des différentes rubriques du protocole.

Établissement du protocole de sécurité

Le protocole de sécurité est un document écrit, établi entre l'entreprise d'accueil et le transporteur. Il comporte toutes les indications et informations découlant de l'analyse préalable des risques liés à l'opération. L'un des deux modèles de protocole à compléter pourra être choisi en fonction des cas.

Modèle concis à utiliser lorsque, le prestataire n'est pas connu à l'avance et que l'échange d'informations a lieu sur le site d'accueil, juste avant l'opération. La concertation s'établit alors entre l'entreprise d'accueil et le conducteur.

Protocole de chargement/déchargement à utiliser chaque fois qu'un échange préalable à l'opération est possible entre les entreprises (lorsque les opérations revêtent un caractère répétitif, un seul protocole peut être établi).

Dans tous les cas, outre les consignes de sécurité, le plan de circulation apparaît comme un complément indispensable au protocole de sécurité.



Démarche conjointe de deux entreprises

Dans cette démarche, la numérotation renvoie le lecteur à une rubrique des modèles de protocoles et à une illustration.

1 - Raison sociale

- Entreprise d'accueil
- Entreprise de transport
- Raison sociale
- Préciser le nom commercial pour l'entreprise d'accueil et l'entreprise de transport et leurs adresses.

Responsable

- Préciser nom, prénom, qualité - en capitales - numéros de téléphone, e-mail et télécopie direct du responsable expédition/réception pour l'entreprise d'accueil et du responsable des conducteurs pour l'entreprise de transport

2 - Horaires de travail

- Préciser exclusivement les horaires pendant lesquels le conducteur peut être accueilli dans les conditions réglementaires par l'entreprise d'accueil.



Le panneau de signalisation lumineuse indique l'accueil des conducteurs et les modalités de chargement/déchargement.



Local d'accueil et d'attente des transporteurs

La sécurité chargement

Évaluation et prévention des risques liés à l'opération de chargement et/ou déchargement



Matériau de chargement des palettes de matériaux et des boîtes de matériaux



Utilisation d'un chariot automatique à conducteur porté pour décharger des boîtes de papier

Bien choisir son camion, c'est éviter tout désagrément au chargement et au déchargement et limiter les risques.

3 - Marchandises

- Préciser la nature des marchandises
- état
- conditionnement
- quantités
- particularités et précautions éventuelles

4 - Véhicules et matériels de manutention embarqués

- « Bien choisir son camion »
- Produits manufacturés, matériaux de construction, animaux vivants, liquides industriels ou alimentaires, etc. Tout est transporté dans un camion.
- « Bien définir les conditions de manutention »
- S'assurer que le véhicule est adapté au matériel de manutention de l'entreprise d'accueil.
- Si le matériel de manutention doit être prévu par le transporteur, bien le définir (une grue pour charger des grumes de grande longueur ou du bois de chauffage nécessite des caractéristiques différentes).

5 - Matériels de manutention mis à disposition par l'entreprise d'accueil

- « Bien s'assurer des compétences requises »
- préciser le type de matériel mis à disposition,
- si le conducteur utilise un matériel de manutention de l'entreprise d'accueil, indiquer les modalités de mise à disposition : contacts avec le responsable expédition/réception, vérification par l'entreprise d'accueil, des compétences « requises » du conducteur. Si nécessaire, vérifier l'autorisation de conduite délivrée par son employeur.

ATTENTION

Pour les envois de 3 tonnes et plus, le déchargement doit être effectué par l'entreprise d'accueil, sauf convention contraire. Si le conducteur doit participer aux opérations de chargement et déchargement, s'assurer que le contrat commercial le prévoit.

déchargement



Plan de circulation de circulation à l'entrée d'un établissement industriel



Plan de circulation et plan de signalisation à l'entrée d'un établissement industriel

Chargement

Bien définir les conditions de manutention, c'est plus de sécurité.

6 - Consignes de circulation

- Rappel, de préférence à l'entrée de l'établissement l'ensemble de consignes de circulation.
- limitation de vitesse,
- panneaux de signalisation,
- interdiction d'accès aux poids lourds sans accord préalable du réceptionnaire,
- interdiction de fumer,
- aires d'attente et de stationnement,
- arrêt des moteurs si leur fonctionnement n'est pas nécessaire,
- etc.

7 - Document plan de circulation

- Il sert de référence et de lecture pour l'accès aux lieux de transbordements. Utiliser de préférence un format A4 (21 x 29,7). Voir le modèle de plan de circulation joint avec ses consignes. La marche à suivre pour établir un plan de circulation y est indiquée.

8 - Le déroulement de l'opération

- Qui fait quoi et avec quoi ?
- Préciser s'il s'agit d'une opération de chargement ou de déchargement et qui la réalise. Joindre la procédure répartissant les tâches entre les opérateurs en présence (transport de produits dangereux, transports exceptionnels, transports de fonds, etc.).

9 - Risques liés aux opérations de chargement et/ou de déchargement

Pour faire le diagnostic des risques et définir les mesures de prévention, examiner, entre autres, les situations suivantes :

- Manœuvre et position du véhicule dans la zone de chargement/déchargement :
- dimension de la zone de manœuvre adaptées au véhicule ?
- éclairage de la zone suffisant ?
- guidage de la manœuvre de mise à quai ?
- Préparation du véhicule :
- risques de chute de hauteur lors des opérations de préparation du véhicule ?
- contrôle avant de commencer l'opération de chargement/déchargement : vérification du calage, bécquillage, liaison, état du plancher, etc. ?
- Rôle du conducteur pendant l'opération de chargement/déchargement :
- point d'accueil facilement identifiable ?
- le conducteur prend-il des risques :
 - en participant à l'opération ?
 - lors de l'arrimage des charges ?
- pour surveiller le bon déroulement de l'opération, le conducteur est-il placé hors des zones de circulation ?

Mode de manutention

- moyens de levage et de manutention utilisés adaptés aux charges ?
- utilisateurs des moyens de levage et de manutention formés et les cas échéant, en possession de leur autorisation de conduite ?
- appareils de levage et de manutention entretenus et vérifiés régulièrement ?
- interférences avec d'autres activités (véhicules, moyens de levage ou de manutention, installations en service, etc.)
- la zone de manœuvre et de stationnement en piétonnelle sur les autres voies routières et piétonnières ?
- circulations en marche arrière limitées au minimum ?
- opérations de chargement/déchargement simultanées ? Se gêner-elles ?
- zones d'activités à risques signalées et interdites ?



Dispositif de calage d'une zone de manutention au quai de transbordement



Quai équipé d'un dispositif de mise à l'eau au



Document de référence et de lecture pour l'accès aux lieux de transbordements

ATTENTION
Si le conducteur utilise un matériel de manutention mis à disposition par l'entreprise d'accueil, prévoir de quelle manière il signalera les anomalies relatives à l'utilisation.



Opérations de déchargement des véhicules
chargés de produits dangereux

10 - Risques et mesures de prévention pour les produits spéciaux et les matières dangereuses

Certains produits et substances transportés présentent des risques spécifiques.

- Produits soumis aux dispositions pour le transport des matières dangereuses par route (R.T.M.D.R.) et aux règles d'étiquetage issues du Code du travail.
- Produits dont le mélange accidentel peut générer des risques. Pour les connaître, une fiche de données de sécurité est obligatoirement fournie par le fournisseur.

- Précautions particulières et mesures de sécurité nécessaires selon les risques
- procédure de répartition des tâches entre les opérateurs ?
- identité du conseiller de sécurité ?
- aménagement du poste de chargement/déchargement ?
 - résistance du sol,
 - système de récupération des débordements,
 - risques de chutes de hauteur,
 - protection des équipements fixes,
 - affichage des consignes de sécurité.
- dispositions en cas de dysfonctionnement ou d'incidents ?
 - moyen d'alarme et d'appel des premiers secours postes de secours pour le personnel,
 - équipements de protection individuelle,
 - moyen d'extinction d'incendie.

11 - Procédure d'alerte

- Noter les numéros d'appel d'urgence
- en interne : secouristes, responsables de secours,
- en externe : SAMU, Pompiers.

- Indiquer le numéro d'appel que doit faire le conducteur en cas d'incidents matériels divers.
- Préciser la localisation des postes sur le site et sur le plan de circulation.

12 - Signatures et nombre d'exemplaires nécessaires

Le protocole est visé, daté et cacheté par le responsable expédition ou réception pour l'entreprise d'accueil et l'entreprise de transport (dans le cas du protocole concis, c'est le conducteur qui vise pour l'entreprise de transport).

- Protocole établi en quatre exemplaires
- original destiné au conducteur et conservé dans le véhicule,
- 2^{ème} exemplaire destiné au responsable expédition/réception de l'entreprise d'accueil,
- 3^{ème} exemplaire destiné à l'entreprise de transport (archivé dans le dossier de l'entreprise d'accueil),
- 4^{ème} exemplaire destiné à l'entreprise d'accueil (archivé dans le dossier de l'entreprise de transport).

Le protocole de sécurité

L'entreprise d'accueil fournit les indications concernant

- les consignes de sécurité ;
- les lieux de livraison ou de prise en charge ;
- les modalités d'accès et de stationnement aux postes de chargement ou de déchargement, accompagnées d'un plan et de consignes de circulation ;
- les matériels et engins de manutention utilisés ;
- les moyens de secours en cas d'accident ;
- l'identité du responsable qu'elle a désigné.

Le protocole de sécurité est obligatoire dès qu'une entreprise de transport de marchandises fait pénétrer un véhicule dans une entreprise d'accueil (quelle que soit sa taille) en vue d'une opération de chargement ou de déchargement quels que soient le type de marchandises, le tonnage et la nature de l'intervention du transporteur.

Cette définition très large, qui ne fait pas référence à une durée, conduit à prendre en compte tous les éléments entourant le chargement et le déchargement et non les seules opérations de manutention, notamment :

- la circulation du véhicule dans l'enceinte de l'entreprise d'accueil, c'est-à-dire l'établissement mais aussi les dépendances et chantiers situés à proximité et où il existe des interférences d'activités,

L'entreprise de transport doit communiquer

- les caractéristiques, aménagements et équipements du véhicule ;
- la nature et le conditionnement de la marchandise ;
- les précautions ou sujétions particulières liées aux produits transportés.

- l'accès aux postes de chargement et de déchargement (procédure de mise à quai par exemple),
- les opérations de préparation du véhicule (bâchage, arrimage, débâchage).

Le protocole de sécurité (document écrit entre l'entreprise d'accueil qui reçoit ou expédie de la marchandise et l'entreprise extérieure effectuant le transport), comprend toutes les indications et informations utiles à l'évaluation des risques de toutes natures générés par l'opération et les mesures de prévention et de sécurité, qui doivent être observées à chacune des phases de sa réalisation.

Réglementation

La prévention des accidents lors des opérations de chargement et/ou déchargement, s'appuie sur une meilleure coordination entre les entreprises en présence.

Le Décret n° 92-158 du 20 février 1992 pose les principes de prévention et les obligations à respecter par les entreprises concernées pour l'exécution de travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure.

L'Arrêté du 26 avril 1996 adapte les dispositions de ce décret pour tenir compte des spécificités des opérations de chargement et de déchargement.

Groupe de travail

Ont collaboré à la rédaction et à la réalisation

CRAM Centre Ouest
 Commission Issue des C.T.R. 1, 2 et 3
 D.R.T.E.P. régions Limousin - Poitou-Charentes
 D.R.T.T. régions Aquitaine - Poitou-Charentes et Limousin-Centre
 R.N.T.R. région Limousin - Poitou-Charentes
 MEDEF région Limousin - Poitou-Charentes

Contacts

Prévention des Risques Professionnels
 CRAM Centre Ouest
 4 rue de la Reprie - 87000 LIMOGES
 Téléphone : 05 55 46 39 00
 Télécopie : 05 55 79 04 64
 email : doc.bpr@ram-centreouest.fr

Bibliographie

- Les textes législatifs et réglementaires chargement/déchargement.
- Transport des matières dangereuses par route. Recommandation adoptée par le Comité National des Industries du Transport (9 juin 1994) et celui des Industries de la chimie (16 juin 1994) - C.N.I.M.T.S.
- La circulation en entreprise - Brochure I.N.R.S. E.D. 975.
- Guide d'analyse pour l'élaboration du protocole de sécurité dans le cadre des opérations de chargement et de déchargement - Brochure N.T. 1997 - CRAM Auvergne.
- Guide de prévention n° 6 « Protocole de Sécurité » - CRAM Nord-Est - juillet 1999
- Protocole de sécurité des opérations de chargement et de déchargement dans l'industrie des tuiles et briques - Note Technique I.N.R.S. - NT 105
- Transport routier de marchandises. Aide à l'élaboration des risques professionnels lors des opérations de chargement et de déchargement - Note 00-13 - juin 2000 - CRAM Bourgogne-Franche Comté
- Transport routier de marchandises « Vigilant à l'arrêt comme au volant » E.D. 926 - Arrêté du 17/12/98.
- Brochure I.N.R.S. E.D. 926 - Arrêté du 17/12/98, J.O. du 01/01/99 concernant les conseils à la sécurité pour le transport terrestre de marchandises dangereuses.
- Le protocole de sécurité - fiche n° 9 - 2005 - Ministère de l'équipement des transports et du logement



Rédaction, Impression : CRAM Centre Ouest
 Photos : CRAM Centre Ouest / Proxim - Industrie 2
 Flahage / D&DEM
 Edition 12000



CRAM Centre Ouest
 Commission Issue
 des C.T.R. 1, 2 et 3



D.R.T.E.P.
 régions Limousin
 et Poitou-Charentes



D.R.T.T.
 régions Aquitaine
 Poitou-Charentes et
 Limousin-Centre



R.N.T.R.
 régions Limousin
 et Poitou-Charentes



MEDEF
 régions Limousin
 et Poitou-Charentes

<p>ANNEXE 3</p> <p>PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER</p>
--

ANNEXE 3

DOSSIER HARMONISE D'ORGANISATION DES LIVRAISONS

- * à prendre en compte par l'ensemble des entreprises





DOSSIER HARMONISE D'ORGANISATION DES LIVRAISONS (DHOL)

MISSION CSPS	NOM	TELEPHONE
DEKRA Industrial SAS Activité coordination PACA RN 97 417 route de la Farlède 83130 LA GARDE	Sébastien TOURNASSAT CSPS niveau 1	06 19 07 64 43
Mise à jour DHOL	Date de modification	Commentaires
Version initiale	11/12/2025	
Construction du restaurant LA LIGURIENNE		
Adresse chantier	Base navale de Toulon	Zone protégée
		Accès réglementés
Contraintes horaires de livraisons / accès		
Moyens mutualisés de levage et manutentions	Se référer au PGCSPS (plan général de coordination) Plan d'installation de chantier	Grue tour du GROS OEUVRE
Autres renseignements utiles		<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON

PARTIE CI-DESSOUS A RENSEIGNER PAR L'ENTREPRISE			
Nom de l'entreprise		Adresse
Nom du réceptionnaire		Tél. du réceptionnaire	
Plages horaires de livraison		Zone de livraison	<input type="checkbox"/> grue G1 <input type="checkbox"/> grue G2
Présence chef de manœuvre		<input type="checkbox"/> OUI	<input type="checkbox"/> NON
Distance et hauteur maxi de la zone de déchargement au camion	<input type="checkbox"/> d(m)..... <input type="checkbox"/> h(m).....	Charge utile de la recette à matériaux	
Appareil de levage utilisé pour l'opération	<input type="checkbox"/> grue de chargement	<input type="checkbox"/> appareil propre au chantier	<input type="checkbox"/> à la charge du fournisseur
Autres renseignements utiles			



ANNEXE 4 : LISTE DES PERSONNES AMENEES A PENETRER SUR LE CHANTIER

ENTREPRISE :

Raison sociale :

Lot n° :

NOM	PRENOM	ADRESSE	NATIONALITE	N° CARTE D'IDENTITE NATIONALE	N° PERMIS DE SEJOUR



ANNEXE 5 : ELEMENTS POUR ETABLISSEMENT DE CONSIGNES

PROTEGER

**POUR ASSURER LA SAUVEGARDE DE LA VICTIME
POUR ELIMINER LES RISQUES DE SUR ACCIDENT**

**Ne vous précipitez pas vers la victime
sans avoir analysé la situation
et identifié tout risque persistant**

Ecrasement, électrisation, incendie, explosion, asphyxie, noyade
Attention au risque non visible au premier abord (électrisation, asphyxie, etc...)

ABSENCE DE RISQUE

NE BOUGEZ PAS LA VICTIME, en attendant l'arrivée du sauveteur secouriste du travail

RISQUE PERSISTANT

SANS METTRE EN PERIL VOTRE VIE, ELIMINER LE RISQUE (étalement, mise hors tension, etc...) **SANS BOUGER LA VICTIME** en attendant l'arrivée du sauveteur secouriste du travail

OU

SANS METTRE EN PERIL VOTRE VIE, SOUSTRAIRE LA VICTIME DE LA ZONE DANGEREUSE (*)

En règle générale, ne soustraite rapidement la victime que s'il y a risque imminent d'explosion, d'incendie, de noyade, ou si l'atmosphère est toxique.

OU

Si le dégagement de la victime s'avère trop dangereux, **INTERDIRE L'ACCES A LA ZONE DANGEREUSE** en attendant l'arrivée des secours spécialisés extérieurs.

(*) Si le dégagement de la victime s'impose, la tirer par les pieds en veillant à respecter l'axe :

-Tête, Cou, Tronc.

En cas de choc violent, de chute ou d'explosion, une lésion de la colonne vertébrale doit toujours être suspectée.



ALERTER

Alerter ou faire alerter, c'est permettre l'arrivée rapide de secours adaptés.

Appeler systématiquement les pompiers : 04 22 42 20 18

L'ALERTE EST UN ACTE CAPITAL

D'elle dépend la rapidité et l'efficacité des secours. Il faut qu'elle soit donnée de façon correcte.

LA VICTIME EST DEGAGEE

APPELEZ LE SAUVETEUR SECOURISTE DU TRAVAIL, qui fera le bilan des blessures et donnera les renseignements sur l'état de la victime aux services médicaux extérieurs.

ALERTEZ LES SECOURS : 04 22 42 20 18

EN PRECISANT :

- le nom du chantier
- le lieu de l'accident
- la nature de l'accident : chute, écrasement, électrisation, asphyxie, noyade, etc...
- l'état de la victime :
 - * répond-elle aux questions ?
 - * peut-elle bouger ses membres ?
 - * a-t-elle du mal à respirer ?
 - * a-t-elle un pouls au poignet ?
 - * a-t-elle une lésion apparente ?
 - * est-elle en train de s'affaiblir ?
- le numéro de téléphone où l'on peut vous rappeler

NE RACCROCHEZ PAS LE PREMIER

Attendre que se soit votre interlocuteur qui raccroche le téléphone.

Dès que votre interlocuteur a raccroché, attendre 2 à 3 minutes et rappeler à nouveau pour confirmer votre premier appel.

PLACER UNE PERSONNE AVEC VEHICULE ET RADIO AU POINT D'ACCES DESIGNÉ

SI NECESSAIRE PLACER D'AUTRES PERSONNES SUR LE TRAJET ENTRE L'ACCES VOIE PUBLIQUE ET LE LIEU DE L'ACCIDENT



LA VICTIME N'EST PAS DEGAGEE

Pour le cas d'accident nécessitant un sauvetage : enfouissement, chute dans l'eau, engin renversé avec conducteur incarcéré, engin en contact avec une ligne HT, asphyxie en milieu non ventilant, incendie ou explosion, etc...

ALERTER LES SECOURS SPECIALISES

TELEPHONE 04 22 42 20 18

EN PRECISANT :

- le nom du chantier
- le lieu de l'accident
- la nature de l'accident : enfouissement, chute dans l'eau, engin renversé avec conducteur incarcéré, etc...
- si possible l'état apparent de la victime :
 - * est-elle consciente ?
 - * respire-t-elle ?
 - * saigne-t-elle ?
 - * a-t-elle un ou des membres coincés ou maintenus en compression ?
- le numéro de téléphone où l'on peut vous rappeler

NE RACCROCHEZ PAS LE PREMIER

Attendre que se soit votre interlocuteur qui raccroche le téléphone

Dès que votre interlocuteur a raccroché, attendre 2 à 3 minutes et rappeler à nouveau pour confirmer votre premier appel.

PLACER UNE PERSONNE AVEC VEHICULE ET RADIO AU POINT D'ACCES DESIGNÉ

SI NECESSAIRE PLACER D'AUTRES PERSONNES SUR LE TRAJET ENTRE L'ACCES VOIE PUBLIQUE ET LE LIEU DE L'ACCIDENT



SECOURIR

Les objectifs à atteindre sont multiples :

- maintenir en vie
- empêcher l'aggravation de l'état de la victime
- faciliter le rétablissement de la victime

EN ATTENDANT L'ARRIVEE DES SECOURS EXTERIEURS

LE SAUVETEUR SECOURISTE DU TRAVAIL PRATIQUE LES GESTES ELEMENTAIRES DE SURVIE

- mise en position latérale de sécurité, bouche à bouche, arrêt hémorragie, etc...
- évitez le refroidissement de la victime : si possible utilisez une couverture de survie.
- ne lui donnez pas à boire ; réconfortez-la.
- surveillez entre temps : état de conscience, respiration, pouls

SOUVENEZ-VOUS qu'il n'y a pratiquement que **DEUX URGENCES** pour lesquelles il n'y a **PAS UNE SECONDE A PERDRE**.

- **DETRESSE RESPIRATOIRE**
- **HEMORRAGIE IMPORTANTE**

SOUVENEZ-VOUS que dans le cas d'une victime d'écrasement, **AVEC COMPRESSION DES MEMBRES**, tout dégagement non effectué dans les **30 minutes** qui ont suivi l'accident, **DOIT IMPERATIVEMENT ETRE EFFECTUE SOUS SURVEILLANCE MEDICALE**

TEMOIN, METTEZ-VOUS A LA DISPOSITION DU SAUVETEUR SECOURISTE DU TRAVAIL ET RESPECTEZ SES DIRECTIVES.



RAPPEL

En cas d'accident (*), le chef d'entreprise ou son représentant a l'obligation de **prévenir immédiatement** par téléphone :

- la gendarmerie, la police
- le maître d'Oeuvre
- le Coordonnateur Sécurité

et sans oublier d'en **informer également** les organismes suivants :

- Inspection du Travail
- CRAM
- OPPBTP
- Médecine du Travail

(*) Accident grave

- ayant entraîné la mort

OU

- paraissant devoir entraîner une incapacité permanente

OU

ayant révélé l'existence d'un danger grave, même si les conséquences ont pu être évitées

ANNEXE 6 : CONSIGNES GENERALES DE SECURITE AUX GRUTIERES

AVANT MISE EN SERVICE

- Accéder au poste de travail à l'aide des moyens établis à cet effet.
- S'assurer qu'aucun objet ou obstacle ne puisse entraver le fonctionnement correct ainsi que l'état des butoirs.
- S'assurer à vide du fonctionnement des dispositifs de sécurité, tels que limiteurs " fin de course "
- Vérifier le bon fonctionnement des organes de commande et de l'avertisseur sonore.

EN SERVICE

- S'assurer que les élingues ainsi que tous les accessoires de levage sont en état, correctement disposés et adaptés aux charges à manutentionner.
- Soulever les charges verticalement.
- Manoeuvrer sans brutalité en évitant tout à coup et tout balancement des charges.
- Faire usage de l'avertisseur sonore avant tout déplacement et à l'approche des zones dangereuses
- Faire guider les charges au cours de leur déplacement ou à leur dépose, si cela s'avère nécessaire.
- Faire éloigner toute personne située sur le passage des charges.

RESPECTER LES CONSIGNES PARTICULIERES ET INSTRUCTIONS D'UTILISATION INHERENTES A L'APPAREIL OU A SON ENVIRONNEMENT

- N'exécuter que les ordres du chef de manoeuvre transmis par gestes conventionnels (code AFNOR)



IL EST INTERDIT

- De faire manœuvrer l'appareil par toute personne étrangère au service ou qui n'aurait pas été nommément désignée par le Chef d'Etablissement.
- De soulever une charge supérieure à celle indiquée sur l'appareil ou son support ou dans des conditions autres que celles fixées par le constructeur.
- De transporter des charges au-dessus du personnel.
- De transporter ou d'élever des personnes.
- De traîner ou de tirer des charges ou des véhicules.
- De procéder à des démontages ou à des modifications sans en avoir reçu l'ordre d'un responsable.
- **DE REGLER OU DE METTRE HORS SERVICE DES DISPOSITIFS DE SECURITE**
- D'accéder à l'appareil par tout autre moyen que ceux prévus à cet effet.
- De stocker dans la cabine, des chiffons, des huiles ou toutes autres matières combustibles qui ne seraient pas entreposées dans un coffret métallique clos.

EN FIN DE SERVICE

- De mettre l'appareil au repos dans les conditions prescrites par le constructeurs en ayant pris soins de décrocher les accessoires et de remonter les organes de suspensions.
- Interrompre l'énergie à l'aide de l'interrupteur et verrouiller celui-ci en position d'ouverture.
- Signaler toute anomalie de fonctionnement au chef de chantier.

ENTRETIEN - GRAISSAGE - REPARATIONS - VISITES

- Placer l'appareil ou disposer les moyens appropriés permettant un accès facile de ce dernier sans que le personnel soit amené à se livrer à des manœuvres dangereuses.
- Isoler de sa source tout ou partie de l'appareil au moyen d'un dispositif verrouillage prévu à cet effet.
- Exécuter sous la direction d'un surveillant qualifié, après avoir pris toutes les mesures de sécurité nécessaires, des travaux sous tension ou nécessitant le fonctionnement de l'appareil.

CONSIGNES PARTICULIERES AUX GRUTIERES

Pour des raisons de sécurité au public, il est impérativement demandé :

1. de ne jamais survoler le personnel avec les charges
2. d'utiliser la grue au-delà de la vitesse de vent limite autorisée,
3. la manutention des charges devra être faite à l'intérieur de l'enceinte chantier.



Annexe 7 : trame PPSPS

Logo + Entreprise *A renseigner*

PPSPS

PLAN PARTICULIER DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ

Affaire : *A renseigner*

Chantier : *A renseigner*

Lot : *A renseigner*

Description des travaux : *A renseigner*

Adresse du chantier : *A renseigner*

Période d'exécution : *A renseigner*

Maître de l'ouvrage : *Nom, adresse, téléphone. Ces renseignements se trouvent dans le PGC.*

Maître d'œuvre : *Nom, adresse, téléphone. Ces renseignements se trouvent dans le PGC*

Coordonnateur SPS : *Nom, adresse, téléphone. Ces renseignements se trouvent dans le PGC*

Autres : *A renseigner si nécessaire*

Organismes de prévention :

OPPBTP : *Nom, adresse, téléphone*

CARSAT : *Nom, adresse, téléphone*

DREETS : *Nom, adresse, téléphone*

Médecin du travail : *Nom, adresse, téléphone*

Indice	Date	Nature de la modification	Rédacteur
Par ex. : 00	12/03/22	Emission initiale	T. Martin

Ce tableau est à tenir à jour en fonction des modifications éventuelles du PPSPS.



A. 1. INFORMATIONS GÉNÉRALES

1.1. L'entreprise :

Nom ou raison sociale : *A renseigner*

Adresse : *A renseigner*

Coordonnées du chef d'entreprise : *A renseigner*

Téléphone : *A renseigner*

E-mail : *A renseigner*

Coordonnées du conducteur de travaux :

Téléphone : *A renseigner*

E-mail : *A renseigner*

PPSPS rédigé par : *A renseigner*

Fonction : *A renseigner*

1.2. Le chantier :

Adresse du chantier : *A renseigner*

Téléphone : *A renseigner*

Coordonnées, nom et fonction de la personne chargée de diriger l'exécution des travaux :
A renseigner

Y a-t-il des travaux sous-traités ? Oui ☐ Non ☐

Tous vos sous-traitants doivent être agréés au préalable auprès du maître d'ouvrage puis, dès sa validation, contacter le coordonnateur SPS pour réaliser une inspection commune sur chantier avec votre/vos sous-traitant(s) afin que ce(s) dernier(s) soi(en)t autorisé(s) à accéder aux chantiers.



Pensez à utiliser notre fiche de préparation de votre inspection commune !

Travaux sous-traités	Nom et coordonnées du sous-traitant (adresse, e-mail, téléphone)	Début de l'intervention

1.3. Le planning et l'organisation horaire :

Période prévisible d'exécution des travaux :

•Durée
prévisible des travaux : *A renseigner*

•Début des
travaux : *A renseigner*

•Fin des travaux
: *A renseigner*



Horaires de travail du chantier :

Jours	Matin	Après-midi
Lundi		
Mardi		
Mercredi		
Jeudi		
Vendredi		
Samedi		
Dimanche		

1.4. L'effectif prévisible du chantier :

Pour l'entreprise :

Effectif moyen : *A renseigner*

Effectif de pointe : *A renseigner*

Pour les sous-traitants :

Nom : *A renseigner*

Effectif moyen : *A renseigner*

Effectif de pointe : *A renseigner*

Si votre sous-traitant n'est pas encore déterminé/choisi, une mise à jour du PPSPS avec ces informations sera nécessaire.

Donnez l'effectif prévisible du personnel de l'entreprise en fonction de la planification des travaux :

N° d'ordre	Énumération des tâches	Effectif	Période								
1											
2											
3											
4											
5											

Surveillance médicale spéciale :

Indiquez si vos travaux font l'objet d'une surveillance médicale spéciale.



Habilitation/autorisation nécessaire :

Autorisation de conduite d'engin (nom du salarié)	Type d'engin	Date d'autorisation

Habilitation électrique (nom du salarié)	Type d'habilitation	Date d'habilitation

Autres habilitations (nom du salarié)	Type d'habilitation	Date d'habilitation

1.5. Mesures spécifiques COVID :

Référent Covid-19 Entreprise		E-mail/Tél.	
Référent Covid-19 Chantier		E-mail/Tél.	
Référent Covid-19 maître d'ouvrage (s'il est nommé)			

Détaillez vos mesures en Annexe A - les consignes COVID entreprise + chantier (suivant les consignes décrites dans le PGC).

B. 2. RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ORGANISATION GÉNÉRALE DU CHANTIER

2.1. Consignes particulières au chantier :



Cette partie est à remplir en fonction du PGC et des renseignements fournis par le Coordonnateur SPS. Vous serez amené à écrire, par exemple :

- L'accès au chantier se fera par la rue.
- Les véhicules stationneront devant la clôture de chantier sur l'aire prévue à cet effet.
- Le personnel se rendra sur chantier par ses propres moyens (véhicule personnel), etc.

2.2. Consignes générales de sécurité :

Cette partie est à remplir en fonction du PGC et des renseignements fournis par le Coordonnateur SPS. Vous serez amené à écrire, par exemple :

- Accès du chantier strictement interdit à toute personne étrangère au chantier.
- Port du casque et des chaussures de sécurité, obligatoire.
- Respect des dispositifs de sécurité en place.
- Suivre les règles de circulation des personnes et engins sur les lieux de travail.
- Assurer l'ordre et la propreté de son poste de travail.
- Interdiction aux personnes non habilitées d'accéder aux armoires électriques ou de conduire des engins ou de manipuler des produits dangereux.
- Stocker les produits toxiques ou inflammables dans un lieux spécialement destiné.
- Etc.

2.3. Hygiène et conditions de travail du personnel de chantier :

Vestiaires : Indiquez si vous installez des vestiaires ou si vous comptez utiliser les installations du chantier. Vérifiez que les installations du chantier ont bien été prévues aussi pour vous et qu'elles seront présentes sur le site lors de votre intervention. Ces renseignements se trouvent dans le PGC.
Indiquez les mesures retenues liées au risque Covid-19 si besoin.

Sanitaires : Indiquez si vous installez des sanitaires ou si vous comptez utiliser ceux du chantier. Vérifiez que les installations du chantier ont bien été prévues aussi pour vous et qu'elles seront présentes sur le site lors de votre intervention. Ces renseignements se trouvent dans le PGC.
Indiquez les mesures retenues liées au risque Covid-19 si besoin.

Réfectoire : Indiquez si vous installez un réfectoire ou si vous déjeunez à l'extérieur (ex. : restaurant ou retour au siège).
Indiquez les mesures retenues liées au risque Covid-19 si besoin.

Indiquez que ces équipements sont supposés être disposés conformément au plan d'installation de chantier joint en annexe B.

C. 3. MESURES DE SÉCURITÉ APPLICABLES AUX INTERVENTIONS DE L'ENTREPRISE SUR LE CHANTIER

3.1. Moyens matériels utilisés par l'entreprise :

Électricité :



Indiquez si vous utiliserez l'installation électrique du chantier mise à disposition par le lot (voir PGC) ou à partir de groupes électrogènes.

Indiquez vos besoins spécifiques en matière de puissance, et les endroits où vous aurez besoin d'alimentation électrique.

Éclairage de chantier :

Mis à disposition dans les parties communes par le lot (voir PGC pour trouver l'information) et positionné suivant PIC.

Décrivez les moyens d'éclairage que vous comptez mettre en œuvre sur vos postes de travail : baladeuses, projecteurs...

Eau :

Mis à disposition dans les parties communes par le lot (voir PGC pour trouver l'information) et positionnée suivant PIC.

Indiquez vos besoins particuliers en eau pour les travaux.

Indiquez le point d'alimentation et les endroits où vous souhaiteriez utiliser de l'eau.

Téléphone :

Indiquez l'emplacement du téléphone de chantier.

Autres (engins, matériels, véhicules...) :


Suivi de la conformité :

Type de matériels, engins ou véhicules utilisés	Références n°	Date d'acquisition ou de contrôle

Les entreprises joindront les certificats de contrôle à leur PPSPS.

3.2. Installation générale de chantier :

Joignez le **plan d'installation du chantier (ANNEXE B)** où sont indiqués notamment :

- 1) l'implantation des ouvrages avec leur emprise et leur hauteur,
- 2) l'environnement proche du chantier,
- 3) les accès avec les sens de circulation et le code chantier (cadenas, autre:  commune,
- 4) les grues (voies, plots, interférences...),
- 5) le cantonnement,
- 6) les réseaux chantiers,
- 7) les circulations sur chantier (engins, piétons),
- 8) les limites d'emprises, clôtures et portails,

Info lors de l'inspection



- 9) les zones de stockages,
- 10) les bennes à déchets.

Le plan d'installation de chantier doit se trouver dans le PGC. Le cas échéant, il sera à récupérer lors de l'**inspection commune**.

Indiquez les points particuliers que vous voudriez voir modifier.



Pensez à utiliser notre fiche de préparation de votre inspection commune.

3.3. Analyse et prévention des risques propres à l'entreprise :

Analysez les risques générés par votre activité/poste de travail sur votre propre personnel.
Votre document unique vous aidera à compléter cette partie.

Joignez vos modes opératoires.

:

- 2 fiches pratiques dans nos parcours en ligne :
 - Fiche Inventaire de vos modes opératoires pour faire votre choix
 - Fiche Mode opératoire pour décrire vos tâches en y intégrant les moyens de prévention
- <https://www.preventionbtp.fr/ressources/documentation/ouvrage/ppsps-plan-particulier-de-securite-et-de-protection-de-la-sante> autour de tâches à réaliser dans notre Guide PPSPS :

AIDE-MÉMOIRE	
1 Terrassement en grande masse Transport et mise en remblai des terres	14 Installation d'éclairage extérieur
2 Excavations et fondations profondes - Déblais en sous-sol	15 Démolition d'ouvrages support béton ou en tôle d'acier renforcés
3 Séparation de tranchées sans de circulation	16 Travaux de couverture
4 Travaux de viont Travaux modeste	17 Travaux de montage-démontage d'échafaudage
5 Travaux de démolition	18 Travaux en hauteur
6 Travaux de gros œuvre du bâtiment	19 Mise de menuiseries aux menuisiers
7 Travaux de pose de paroi	20 Installation d'équipement en tôle protection et service équipement électrique industrie
8 Construction de charpentes et structures métalliques	21 Travaux de plomberie, chauffage, climatisation
9 Construction de charpentes et structures bois	22 Travaux de soudure industrielle
10 Séparation de paroi et ouvrages de grande portée	23 Soudure - métallier
11 Travaux souterrains	24 Travaux de cloisonnement, d'isolation, d'acoustique, isolation extérieure
12 Construction de lignes électriques aériennes et réseaux électriques souterrains	25 Travaux de peinture industrielle
13 Travaux extérieurs	26 Travaux de revêtement de sol et murs

3.4. Analyse et prévention des risques exportés :

Analysez les risques générés par votre activité/poste de travail sur le personnel des autres entreprises

Ce tableau est à renseigner lorsque vos travaux se déroulent avec ceux de plusieurs autres entreprises dans un même lieu.

Il est normal qu'il ne soit pas complètement terminé lors de la phase 1 de brouillon de PPSPS ; il faudra être particulièrement attentif à l'**inspection commune** pour avoir la capacité de le finaliser par la suite.



Pensez à utiliser notre fiche de préparation de votre inspection commune

Tâche :

Exemple : approvisionnement de matériaux en toiture par un manuscopique



RISQUES EXPORTÉS	MESURES DE PRÉVENTION
<i>Indiquez ici les risques que vous pouvez faire courir aux autres intervenants du chantier.</i>	<i>Indiquez ici les mesures de prévention que vous comptez prendre pour maîtriser ces risques, ainsi que celles prévues dans le PGC ou qui devraient être prises par les MOE, MO et le coordonnateur SPS.</i>
<i>Exemple: chute de matériaux</i>	<i>Exemple : mise en place d'un périmètre de sécurité autour du manuscopique</i>

Contrôle :

Indiquez ici les mesures que vous comptez prendre pour vérifier la réalité de la mise en œuvre des moyens de prévention.

3.5. Analyse et prévention des risques importés :

Analysez les risques générés par l'activité/poste de travail des autres entreprises sur votre propre personnel.

*Il est normal que vous n'ayez pas les réponses à cette question lors de la phase 1 de brouillon de PPSPS ; il faudra être particulièrement attentif à l'**inspection commune** pour avoir la capacité de le finaliser ensuite.*



Pensez à utiliser notre fiche de préparation de votre inspection commune !

En attente de l'inspection et de l'harmonisation des PPSPS par le coordonnateur SPS, vous pouvez préciser des consignes générales pour répondre aux risques les plus courants, par exemple :

Tâche :

Exemple : circulation d'engins



RISQUES EXPORTÉS	MESURES DE PRÉVENTION
<p>Indiquez ici les risques que vous pouvez faire courir aux autres intervenants du chantier.</p> <p>Exemple: heurt</p>	<p>Indiquez ici les mesures de prévention que vous comptez prendre pour maîtriser ces risques, ainsi que celles prévues dans le PGC ou qui devraient être prises par les MOE, MO et le coordonnateur SPS.</p> <p>Exemples : respect des distances de sécurité, respect des voies de circulation piéton, port d'un gilet réfléchissant</p>

<p>Contrôle : Indiquez ici les mesures que vous comptez prendre pour vérifier la réalité de la mise en œuvre des moyens de prévention.</p>
--

3.6. Analyse et prévention des risques inhérents au chantier et à son environnement :

Indiquez ici les risques liés à l'environnement du chantier. Ils doivent être décrits dans le PGC :

Environnement	Risques	Prévention
Exemple : présence d'une ligne électrique aérienne	Exemple : électrocution	Exemple : gainage de la ligne avant intervention Indiquez qui doit réaliser la prestation.

Présence de matériaux à risques particuliers :



Matériaux à risques particuliers	Risques	Prévention
Amiante <i>PRÉSENCE / ABSENCE</i>		
Plomb <i>PRÉSENCE / ABSENCE</i>		
Silice		

Déchets :

Type de déchet	Quantité	Collecte	Recyclage

4. MESURES DE SECOURS

4.1. Dispositions en matière de secours et d'évacuation des personnels de chantier en cas d'accident :

Consignes :

Énumérez les consignes à observer pour assurer les premiers secours aux victimes d'accidents :

Le chef de chantier supprime la cause de danger pour éviter un autre accident.

Il prévient les secours.

Le ou les secouristes présents sur le site donnent les premiers soins.

Un secouriste reste avec la victime.

Accès :

Adresse du chantier et toutes informations utiles à une localisation rapide.



Secourisme :

Indiquez les personnes formées au secourisme et prévues dans vos effectifs sur ce chantier. Indiquez comment il est possible de les reconnaître (autocollant SST collé sur le casque, par exemple...).

Trousse de secours :

Indiquez l'endroit où se trouvera la trousse à pharmacie de l'équipe. Enumérez son contenu type.

Numéros d'urgence :

Indiquez les numéros d'appel en cas d'urgence en remplissant notre <https://www.preventionbtp.fr/ressources/documentation/memento/en-cas-d-accident> jointe en annexe C.

4.2. Les mesures retenues liées au risque Covid-19 :



https://www.preventionbtp.fr/ressources/boites-a-outils/covid_1

4.3. Les mesures retenues contre le risque incendie :

Types d'extincteur	Implantation sur le chantier	Date d'achat / dernier contrôle

5. AVIS/COMMENTAIRES/SIGNATURES

Le PGC a-t-il été consulté ? : OUI ☐ NON ☐

Par qui ? : *A renseigner*

L'inspection commune a-t-elle été effectuée ?

OUI ☐ Le : *Date à renseigner* NON ☐

Par qui ? : *A renseigner*

Établi le : *A renseigner*

Rédigé par : *A renseigner*

Signature et cachet de l'entreprise



Les équipes appelées à intervenir sur le chantier ont-elles été averties des risques liés à l'environnement et des mesures de prévention à mettre en œuvre ? :

OUI ☐ NON ☐

Date : *A renseigner*

Personne ayant communiqué l'information : *A renseigner*

Liste de diffusion :

À qui dois-je envoyer le PPSPS ?

DREETS	
CARSAT	
OPPBTP	
Coordonnateur SPS	
Médecin du travail	
Autres entreprises	

Bravo ! vous avez réalisé votre PPSPS !

Votre chantier va démarrer. Nous mettons à votre disposition un livret permettant d'accueillir vos collaborateurs en leur présentant ce résumé de votre PPSPS (retour vers le parcours).

BON CHANTIER !

ANNEXE A

Mesures COVID de l'entreprise et spécifique sur le chantier (suivant PGC)

N'hésitez pas à utiliser nos fiches pratiques_!



ANNEXE B

Plan d'installation de chantier



ANNEXE C



1 Ici chantier

À (commune ou arrondissement)
N° Rue
En face de
Téléphone

2 Précisez la nature de l'accident

Par exemple : éboulement, asphyxie, chute..
Précisez la position du blessé et s'il y a nécessité de dégagement.
Par exemple : le blessé est sur le toit, il est au sol ou dans une fouille..

3 Signalez le nombre de blessés et leur état

Par exemple : trois ouvriers blessés dont un saigne et un ne parle pas.

4 Décrivez l'intervention du secouriste

Par exemple : premiers soins, bouche-à-bouche..

5 Fixez un point de rendez-vous

Et envoyez quelqu'un à ce point pour guider les secours.

6 Faites répéter le message

Ne raccrochez jamais le premier.

SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL : une liste **à jour** mentionnant **leur nom** doit être affichée sur le chantier. Les sauveteurs secouristes du travail sont reconnaissables au logo placé sur leur casque et sur leur tenue de travail.

OPPBTP

